



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service interministériel de défense
et de protection civiles**

**Procès Verbal de la sous-commission départementale de sécurité des terrains de
campings et de stationnement de caravanes**

**Visite de contrôle du 17 mai 2022 à 10 h 30
présidée par M. Florent HAUTELIN, adjoint au chef du service interministériel de
défense et de protection civiles**

**Nom du propriétaire : Commune de CHARNY-ORÉE-DE-PUISAYE
Nom de l'exploitant : Mairie de CHARNY-ORÉE-DE-PUISAYE
Adresse établissement : 41 Route de la Mothe Charny Orée de Puisaye
Nombres d'emplacements : 80 emplacements tentes et caravanes et 19 résidences
mobiles de loisirs**

Cadre juridique de la visite :

- Code de l'environnement : articles R 125-15 à 22
- Code de l'urbanisme : articles L 443-2 et R 443-9 et suivants
- Décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié à relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité

La sous-commission émet un avis favorable avec les prescriptions suivantes :

Observations sur le CPS :

- Fournir les copies de l'autorisation d'aménager, d'extension du camping et de la décision d'Atout France ;
- Ajouter les coordonnées d'un suppléant en cas d'absence du régisseur ;
- Ajouter l'adresse du site internet et les coordonnées GPS du camping (page 6) ;
- Joindre le plan du camping lisible en format A3 minimum :
 - selon la charte graphique en vigueur, assorti de pictogrammes normalisés (ex : extincteurs, points de rassemblement, points électriques...),
 - d'une rose des vents indiquant les points cardinaux,
 - en indiquant en vert les accès du camping, en bleu le sens d'évacuation à l'intérieur du camping, les axes routiers aux abords du camping, les routes d'accès au camping et l'environnement proche (stade, bâtiments...),
 - Modifier le plan cadastral en indiquant l'emprise réelle du camping suite à l'extension effectuée en 2008.
- Joindre en format A3 minimum, le plan de l'itinéraire en cas d'évacuation du camping vers le lieu d'hébergement.

Observations lors de la visite de sécurité du terrain de camping

Informations des occupants :

- Ajouter l'affichage du risque « inondations » sur tous les panneaux d'affichage du camping ;
- Mettre un panneau de point de rassemblement aux normes en vigueur ;
- Procéder à l'affichage et à la complétude de l'information aux campeurs à l'entrée du camping, à l'accueil (visible de l'extérieur), sur les bâtiments des sanitaires ainsi que tous les 5 000 m² comme indiqué dans le CPS :
 - les informations météorologiques du jour et sur cinq jours,
 - compléter l'affiche des numéros d'appel d'urgence et numéros utiles,
 - afficher les consignes de sécurité en langues étrangères ;
 - afficher le règlement intérieur en plusieurs langues,
 - afficher le plan de l'itinéraire en cas d'évacuation du camping vers le lieu d'hébergement,
 - un plan détaillé grand format du camping conforme aux préconisations indiquées au paragraphe ci-dessus « observations sur le CPS ».

Alerte des occupants :

- Brancher la box internet sur l'onduleur existant ;
- Élaborer une fiche détaillée « alerte des occupants » ;

Évacuation des occupants :

- Élaborer une fiche évacuation détaillée et adaptée ;
- Disposer de la liste sous forme papier, des occupants et des visiteurs mise à jour en cas d'évacuation ;
- Mettre en place une numérotation des emplacements sur le terrain de camping ;
- Compléter, rendre visible et cohérent le fléchage de l'itinéraire d'évacuation.

La sous-commission recommande à la mairie et au régisseur de :

- Disposer d'une radio avec des piles électriques de rechange ;
- Compléter et sécuriser les soubassements en bois des mobil-homes ;
- Nettoyer la végétation afin de réduire le risque d'incendie ;
- Installer un panneau aux normes sur le local électrique ;
- Installer des protections sur les bouteilles de gaz afin d'éviter la manipulation des détendeurs par des enfants ou des personnes malveillantes ;
- Procéder au désencombrement du local électrique et du bâtiment servant de lieu de stockage des équipements du camping ;
- Sécuriser la buse susceptible de provoquer des chutes accidentelles ;
- Fermer les zones de stockage de débris et procéder à l'évacuation des déchets afin de préserver la sécurité des campeurs.

D'autre part, la sous-commission de sécurité des campings soumis à un risque majeur informe la mairie que l'article R.480-1 du code de l'urbanisme dispose qu'il est interdit dans les terrains de campings d'entreposer ou d'ajouter tant sur les emplacements que sur les parties communes, des objets usagés, des abris de bois, de tôle ou d'autres matériaux et de ne pas entretenir la végétation.

La commission recommande également à la mairie d'élaborer un plan communal de sauvegarde en cohérence avec le cahier de prescription de sécurité du camping.

Auxerre, le 20 mai 2022

Le président de la sous-commission



Florent HAUTELIN

Le présent avis sera notifié par le maire à l'exploitant et au gestionnaire du terrain de camping accompagné de sa décision concernant la poursuite de l'exploitation de l'établissement.

Le maire communiquera à la préfecture (SIDPC) l'arrêté qu'il prendra à cet effet.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

Légifrance

Le service public de la diffusion du droit

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Code de l'urbanisme

Article R*480-7

Version en vigueur depuis le 28 décembre 2009

Partie réglementaire - Décrets en Conseil d'Etat (Articles R101-1 à R620-2)

Livre IV : Régime applicable aux constructions, aménagements et démolitions (Articles R*410-1 à R*480-7)

Titre VIII : Sanctions (Articles R480-3 à R*480-7)

Article R*480-7

Version en vigueur depuis le 28 décembre 2009

Modifié par Décret n°2009-1650 du 23 décembre 2009 - art. 18

Il est interdit, dans les terrains de camping et dans les parcs résidentiels de loisirs :

- d'entreposer ou d'ajouter, tant sur les emplacements que sur les parties communes, des objets usagés, des abris de bois, de tôle ou d'autres matériaux ;
- de laisser en état de délabrement les habitations légères de loisirs, les résidences mobiles de loisirs, les caravanes ou tout autre véhicule ;
- de ne pas entretenir la végétation.

Si les prescriptions de sécurité et d'hygiène, les prescriptions fixées par l'autorisation, le permis d'aménager ou la décision de non-opposition à la déclaration préalable ne sont pas respectées, le maire peut mettre en demeure le propriétaire ou l'exploitant, par décision motivée, de procéder aux aménagements ou aux réparations nécessaires.

La mise en demeure informe les intéressés qu'ils peuvent présenter des observations écrites ou, sur leur demande, des observations orales et qu'ils peuvent se faire assister par un conseil ou représenter par un mandataire de leur choix.

En cas de refus ou de silence du propriétaire ou de l'exploitant pendant un délai d'un mois à compter de la réception de la mise en demeure, le préfet peut ordonner la fermeture temporaire du terrain et l'évacuation des emplacements tant que les aménagements ou les réparations nécessaires n'auront pas été effectués.

Lorsque les travaux à réaliser nécessitent la délivrance d'un permis d'aménager, la décision de fermeture temporaire ne peut intervenir que si la demande de permis d'aménager n'a pas été déposée dans le délai de six mois à compter de la mise en demeure ou si, déposée dans ce délai, elle a été refusée.



PREFECTURE DE L'YONNE

COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE DE LA SECURITE ET DE L'ACCESSIBILITE

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE
CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE
DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC
ET LES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR

PROCES-VERBAL D'UNE VISITE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

ETABLISSEMENT DU 2^{EME} GROUPE

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE ☐ COMMISSION D'ARRONDISSEMENT ☐

Ouverture ☒

Périodique ☐

Contrôle ☐

Inopinée ☐

Affaire suivie par :

Rapporteur : DDSIS

Adresse : Avenue Charles de Gaulle

Tél. : 03.86.94.44.00

5^{ème} Bureau

N° 301/00/PG/MOD

Le mercredi 18 octobre 2000 à 15 heures, les membres de la commission d'arrondissement d'AUXERRE, régulièrement convoqués, se sont réunis afin de procéder à la visite de l'établissement suivant :

Commune : CHARNY

Code postal : 89120

Etablissement : BATIMENT ADMINISTRATIF DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

Adresse : Rue de la Mothe

Tél. :

Responsable : M. COURTOIS, président

Effectif théorique : 60 personnes

Effectif actuel : /

Classement : Etablissement du 2^{ème} Groupe - Type : W - 5^{ème} Catégorie :

Activités annexes de Type : /

Effectif :

de Type :

Effectif :

de Type :

Effectif :

I - SITUATION ADMINISTRATIVE :

- Réglementations applicables :
- Code de la Construction et de l'Habitation (art. R. 123-1 à R. 123-55).
- Arrêté du 25 Juin 1980 portant approbation des dispositions générales du Règlement de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Arrêté du 22 Juin 1990 portant approbation des dispositions particulières applicables aux petits établissements (5ème catégorie).

- Date de la construction : 1999

- Date 1ère ouverture au public : Visite d'ouverture

- Date dernière visite : /

- Date et objet des différents travaux réalisés depuis la dernière visite :

- Référence : Sans Objet

- Avis de la Commission :

- L'établissement était-il fermé depuis plus de 10 mois Oui ☐ Non ☒

- S'agit-il d'un groupement d'établissement Oui ☐ Non ☒

- L'établissement fait-il l'objet d'une direction unique Oui ☐ Non ☒

- Dernier avis de la commission de sécurité Favorable ☐ Défavorable ☐

- Périodicité des visites SANS ☐ 5ans ☐ Etablissement visité uniquement sur demande du Maire ☒

II - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ETABLISSEMENT :

- Nombre de bâtiments : 1

- Nombre de niveaux accessibles au public : 2

- Nombre de niveaux non accessibles au public : 0

- Effectif par niveau : 60 personnes

- Renseignements complémentaires et description sommaire :

Bâtiment administratif à R + 1 comprenant des bureaux au rez-de-chaussée et une salle de réunion à l'étage.

III - CONSTAT RELATIF A LA SECURITE INCENDIE :

		ANOMALIES
1) Structures	PE 5	RAS
2) Isolement par rapport aux tiers	PE 6	RAS
3) Accès des secours	PE 7	RAS
4) Locaux à risques	PE 9	RAS
5) Stockage et utilisation récipients hydrocarbures	PE 10	RAS
6) Installations gaz combustibles	PE 10	RAS
7) Dégagements	PE 11	RAS
Sorties		RAS
Escaliers		RAS
8) Conduits et Gaines	PE 12	RAS
9) Aménagement intérieur	PE 13	RAS
PV des éléments de revêtements		RAS
PV des éléments de décoration		RAS
10) Désenfumage	PE 14	Sans Objet
Vérifications - Entretien		Sans Objet
11) Installation de cuisson	PE 15 à PA 19	Sans Objet
Vérifications - Entretien		Sans Objet
12) Installation de chauffage	PE 21	RAS
Vérifications - Entretien		/

		ANOMALIES
13) Traitement d'air Ventilation	PE 22	Sans Objet
Vérifications - Entretien		Sans Objet
14) V.M.C.		Sans Objet
Vérifications - Entretien		Sans Objet
15) Installations électriques	PE 24	RAS
Vérifications - Entretien		A vérifier périodiquement
16) Eclairage de sécurité Type :	PE 24	RAS
Vérifications - Entretien		RAS
17) Ascenseurs	PE 25	Sans Objet
Vérifications - Entretien		Sans Objet
18) Moyens de secours	PE 26 - PE 27 PE 32 - PO 6	RAS
• Extincteurs	PE 26	RAS
Vérifications - Entretien		A effectuer annuellement
• SSI - Catégorie	PE 27	Sans Objet
Vérifications - Entretien		/
• Equipement d'alarme - Type :	PE 27	RAS
Vérifications - Entretien		/
• Affichage plans - consignes	PE 27 PE 35	RAS
• Formation du personnel	PE 27	RAS
Système d'alerte		T.U.
19) REGISTRE DE SECURITE	PE 33	Sans Objet

IV - RESULTATS DES ESSAIS EFFECTUES :

FONCTIONNEMENT	LOCALISATION	BON	MAUVAIS
Eclairage de Sécurité	Ensemble des locaux	X	
Equipement d'alarme	Ensemble des locaux	X	
Exutoire Porte Coupe-Feu D.A.S. Clapet Coupe-Feu Alarme Autres	Sans Objet /		
Autres moyens de secours	/		

V - CONTROLE DE LA PRISE EN COMPTE DES MESURES DEMANDEES LORS DES VISITES PRECEDENTES

Prescriptions antérieures : - PV n° / du

Réalisées : n°

Non réalisées : n°

Reprise dans le présent PV - N°

VI - ANALYSE DU RISQUE :

Etablissement ne présentant pas de risques particuliers.

VII - AVIS DES MEMBRES :

Les membres de la commission d'arrondissement d'AUXERRE émettent UN AVIS FAVORABLE pour l'ouverture au public de cet établissement.

VIII - PRESCRIPTIONS :

/

Le présent procès-verbal sera transmis :

1) Sous huit jours à Monsieur le maire de CHARNY, qui prendra sa décision par arrêté, qui l'adressera réglementairement au représentant de l'état dans

l'arrondissement concerné afin de soumettre au contrôle de la légalité prévu par la loi 82-231 du 2 mars 1982.

2) Le procès-verbal est transmis au secrétaire de la sous commission spécialisée chargée de la mise à jour des établissements recevant du public.

Il sera joint au dossier de l'établissement.

Fait à AUXERRE, le 18 octobre 2000

Pour le Préfet
Le Président de Séance



R. HIRSCH



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'YONNE

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET
DE SECOURS DE L'YONNE

GROUPEMENT OPERATIONS

**COMMISSION CONSULTATIVE
DEPARTEMENTALE DE SECURITE ET
D'ACCESSIBILITE**

RAPPORTEUR : CAPITAINE JEAN-LUC DELAGNEAU

COMMISSION DE SECURITE D'ARRONDISSEMENT D'AUXERRE

N° PV CA 360/16/JLD

PROCES VERBAL

REUNION DU : JEUDI 12 MAI 2016

PRESIDEE PAR : Madame Adeline MIROL, adjointe, représentant le chef du Service interministériel de la défense et de la protection civiles

COMMUNE : GRANDCHAMP

CODE POSTAL : 89350

ETABLISSEMENT : RECROUPEMENT PEDAGOGIQUE

NUMÉRO : 192 - 004

ADRESSE : 16, RUE GAILLARD

ACTIVITE : ENSEIGNEMENT SANS HEBERGEMENT

EFFECTIF PUBLIC : 40 PERSONNES

EFFECTIF PERSONNEL : 1 PERSONNES

EFFECTIF TOTAL : 41 PERSONNES

CLASSEMENT : 2^{EME} GROUPE TYPE : R DE LA 5EME CATEGORIE

RESPONSABLE : M. LE MAIRE

OBJET : VISITE DE CONTROLE DU 4 MAI 2016

DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT :

L'établissement à simple rez de chaussée de construction traditionnelle est constitué :

- d'une salle de classe
- d'une salle attenante à la salle de classe destinée aux « nouvelles activités périscolaires »
- d'une autre salle avec une entrée commune destinée aux associations
- d'une autre petite salle « nouvelles activités périscolaires »
- d'une cantine scolaire

La façade est accessible au moyen de la voie publique

Le mode de chauffage est au gaz au moyen d'une chaudière à ventouse dont la puissance est inférieure à 30 KW

Les moyens de secours sont prévus par :

- des extincteurs adaptés aux risques
- une alarme de type 4 dans les salles de classes et (NAP)
- un téléphone urbain

CALCUL DE L'EFFECTIF :

Niveau	Local	Type	Superficie	Mode de calcul	Effectif public	Effectif personnel
RDC	Salle de classe et NAP	R		Déclaratif	21	1
RDC	Salle association	L	54 m ²	Effectif limité à 19 personnes	19	
RDC	Cantine	R		Non cumulable	21*	
					40	1

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ETABLISSEMENT :

- Date de la dernière visite par la commission compétente :
- L'établissement était-il fermé depuis plus de 10 mois : OUI ☐ NON ☒
- S'agit-il d'un groupement d'établissement : OUI ☐ NON ☒

REGLEMENTATION APPLICABLE :

- Code de la Construction et de l'Habitation (art. R. 123-1 à R 123-55).
- Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public – **arrêté ministériel du 22 juin 1990.**

PERIODICITE DES VISITES :

Néant ☒ (*Etablissement visité uniquement à la demande du maire*)

ANOMALIES CONSTATEES, RELATIVES A LA SECURITE :

- Dégagements : une seule issue salle des associations
- SSI – Equipement d'alarme : absence d'alarme de type 4 dans la cantine et la salle des associations

CONTROLES EFFECTUES LORS DE LA VISITE :

Nature	Localisation	Résultat
Equipement d'alarme	Salle de classe	Bon

ANALYSE DU RISQUE :

Etablissement qui présente un niveau de sécurité satisfaisant

AVIS DE LA COMMISSION :

La COMMISSION DE SECURITE D'ARRONDISSEMENT D'AUXERRE émet un avis **favorable** au maintien de l'ouverture au public de l'établissement.

PRESCRIPTIONS A REALISER :

- N° 1 – **Limit**er l'effectif de la salle des associations à 19 personnes maximum ou créer un deuxième dégagement (art. PE 11 § 3).
- N° 2 – **Equiper** les locaux qui en sont dépourvus d'un équipement d'alarme de type 4 (art. PE 27) ;
- N° 3 – **Réaliser** la liaison avec les sapeurs-pompiers par téléphone urbain (art. PE 27) ;
- N° 4 – **Afficher** bien en vue les consignes précises, elles doivent indiquer :
 - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers ;
 - les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre (art. PE 27) ;

- N° 5 – Instruire le personnel sur les conduites à tenir en cas d'incendie et être entraîné à la manœuvre des moyens de secours (art. PE 27) ;
- N° 6 – Tenir compte de la nature de l'exploitation et en particulier de l'aide humaine disponible en permanence pour participer à l'évacuation des personnes handicapées (art GN8)

RAPPEL DE LA REGLEMENTATION :

- N° 1 – N'exécuter les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou à la modification d'un établissement qu'après autorisation délivrée par le maire qui vérifie leur conformité aux règles prévues aux articles L. 11-7, L. 123-1 et L. 123-2 (art. L. 111-8 et R. 111-19-13 du code de la construction et de l'habitation).
- N° 2 – Faire procéder périodiquement, en cours d'exploitation, par un technicien compétent, aux opérations d'entretien et de vérification des installations et équipements techniques suivants :
 - chauffage (*appareils et conduits de gaz brûlés*) : tous les deux ans ;
 - gaz : tous les deux ans ;
 - électricité et éclairage de sécurité : tous les ans ;
 - moyens de secours :
 - ☞ extincteurs : tous les ans,
 - ☞ équipement d'alarme : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (*EA type 1*) (art. 6 § 1 – IT 248) ; (art. PE 4 § 2).

Nota : Les vérifications techniques effectuées par une personne ou un organisme agréé doivent faire l'objet d'un rapport de vérifications réglementaires en exploitation (RVRE) conforme aux dispositions de l'article GE 9.

Les vérifications techniques effectuées par un technicien compétent doivent faire apparaître sur le registre de sécurité : la date, le nom du vérificateur et l'objet des vérifications effectuées. Un relevé des vérifications effectuées doit être annexé au registre de sécurité.

De plus, la commission demande que soit rappelée à l'exploitant de l'établissement, l'obligation qui lui est faite par les dispositions de l'article R. 123-3 du CCH, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne le dégage pas des responsabilités qui lui incombent personnellement comme stipulé à l'article R. 123-43 du même code.

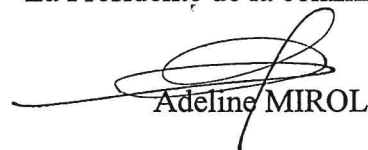
Le présent procès verbal sera transmis :

- sous huit jours, à Monsieur ou Madame le maire de la commune concernée, qui prendra sa décision par arrêté, l'adressera réglementairement au représentant de l'Etat dans l'arrondissement concerné, afin de le soumettre au contrôle de la légalité prévu par les articles L. 2131-1 et L.2131-2 du CGCT ;
- au secrétariat de la sous-commission départementale de sécurité ERP/IGH, chargé de la mise à jour des établissements recevant du public.

Il sera joint au dossier de l'établissement.

Fait à Auxerre, le 12 mai 2016

La Présidente de la commission


Adeline MIROL



PRÉFET DE L'YONNE

SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DE
L'YONNE

Groupeement Préparation et Opérations

RAPPORTEUR : Lieutenant Laurent RIPPE

N° PV CA 685/22/LR

**COMMISSION CONSULTATIVE
DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ ET
D'ACCESSIBILITÉ**

Commission d'arrondissement d'AUXERRE

**PROCÈS-VERBAL DE VISITE PÉRIODIQUE
(ERP du 1^{er} groupe)**

8 novembre 2022
GYMNASE DU COLLEGE

Références PREVARISC :

Identifiant unique de l'établissement : 086 - 002

Identifiant unique du dossier : 29326

Exploitant :

SYNDICAT DU COLLÈGE

Coordonnées de l'établissement :

ROUTE DE LA MOTHE 89120 CHARNY-ORÉE-DE-PUISAYE

Dernière visite périodique :

Date : 23 novembre 2017

Avis : Favorable

PÉRIODICITÉ DES VISITES : 5 ans

Classement

Activité principale	: Salles d'éducation physique et sportive
Type principal	: X
Catégorie	: 4ème
Effectif public	: 284
Effectif total	: 284

Textes de référence :

- Code de l'Urbanisme
- Code de la Construction et de l'Habitation (Article R.143-1 à R.143-47)
- Décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité (C.C.D.S.A)
- Arrêté n° PREF-CAB-SIDPC-2017-0475 du 17 juillet 2017 portant composition des sous-commissions de la Commission Consultative Départementale de la Sécurité et de l'Accessibilité (CCDSA)
- Articles GN (dispositions applicables à tous les établissements recevant du public - Livre I du règlement de sécurité)
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- Arrêté Préfectoral n° PREF-CAB 2018-0268 du 04 mai 2018 portant approbation du Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie. (RDDECI)
- Arrêté du 4 juin 1982 modifié relatif aux établissements de type X.

Descriptif de l'établissement :

Etablissement, implanté dans un bâtiment de construction traditionnelle, comprenant :

- la salle de sport ;
- le dojo ;
- les vestiaires ;
- les sanitaires;

- les locaux de rangement.

Le chauffage est assuré par des aérothermes alimentés par une chaudière fuel installée dans une chaufferie.

L'établissement est doté :

- d'un éclairage de sécurité par blocs autonomes du type non permanent (évacuation – anti-panique);
- d'un équipement d'alarme de type 4.

Effectifs :

Niveau	local	Surface	Type d'activité	Mode de calcul	Effectifs		
					Pub.	Pers.	Total
RDC	Aire de sport	1136 m ²	X	1 pers/ 4 m ²	284		
TOTAL					284		284

Liste des documents étudiés / résultats des essais / examen des procès-verbaux antérieurs / levées de prescriptions :

- Registre de sécurité en date du 08/11/2022
- Désenfumage naturel : Tous les ans par un technicien compétent (DF 10) non réalisé
- Chauffage : Relevé de vérification du chauffage-ventilation (CH 58) fait par duval en date du 29/11/2021
- Traitement air VMC : Tous les ans par un technicien compétent (CH 58) (CH 57) non réalisé
- Électricité : Relevé ou RVRE des installations électriques et/ou des paratonnerres ou protection contre la foudre (EL 19) fait par socotec en date du 06/09/2022
- Éclairage : Tous les ans par un technicien compétent (EC 15) non réalisé
- Système de sécurité Incendie Alarme Détection : Relevé de vérification du SSI ou d'équipement d'alarme, détection, portes, clapets coupe-feu (MS 73) non réalisé
- RIA : Relevé de vérification des R.I.A. (MS 73) non réalisé
- Extincteurs : Relevé de vérification des extincteurs (MS 38) fait par sicli en date du 04/02/2022

Descriptif de la visite :

La visite a pour objet le contrôle de l'établissement tel que prévu par l'article R 143-41 du CCH. Au cours de la visite, la commission a abordé les points suivants :

- Vérification de la réalisation des contrôles périodiques.
- Essai de l'alarme / éclairage de sécurité / divers.
- Prise en compte des prescriptions antérieures.

Résultats des essais / examen des procès-verbaux antérieurs / observations :

Bon fonctionnement de l'alarme, des BAES et des issues de secours.

Analyse de risque :

Au vu des éléments fournis à la commission de sécurité et des constatations effectuées lors de la visite, l'établissement présente un niveau de sécurité satisfaisant.

Avis de la commission :

La Commission d'arrondissement d'AUXERRE émet un avis **Favorable** au maintien à l'ouverture au public de l'établissement.

Au regard de l'avis **Favorable** reçu et tel que prévu par l'article GE 4 du règlement de sécurité (arrêté du 1er février 2010), la prochaine visite périodique devrait être effectuée en **novembre 2027**.

Proposition(s) de prescription(s), recommandation(s), rappel(s) :

Prescription(s) liée(s) à l'exploitation :

- 1 **Faire** procéder à la vérification de l'installation de ventilation (art CH 58),
- 2 **Faire** procéder à la vérification de l'alarme (art MS 73),
- 3 **Faire** procéder tous les ans à la vérification des deux exutoires de fumées (art. DF 10),
- 4 **Réaliser** les travaux relatifs aux observations mentionnées dans le rapport de vérification de l'installation électrique (art. EL 18 § 1),

5 **Faire** vérifier les installations d'éclairage de sécurité tous les ans par un technicien compétent (art EC 15 et EL 19),

6 **Faire** vérifier les RIA tous les ans par un technicien compétent,

7 **Tenir** à jour un registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité et en particulier :

- les diverses consignes générales et particulières établies en cas d'incendie ;
- les dates des divers contrôles et vérifications ainsi que les observations auxquelles ceux-ci ont donné lieu ;
- les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs et s'il y a lieu, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux (art. R. 123-51 du code de la construction et de l'habitation). Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Rappels réglementaires :

- N° 1 – N'exécuter les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou à la modification d'un établissement qu'après autorisation délivrée par le maire qui vérifie leur conformité aux règles prévues aux articles L. 11-7, L. 123-1 et L. 123-2 (art. L. 111-8 et R. 111-19-13 du code de la construction et de l'habitation).

- N° 2 – Faire procéder périodiquement, en cours d'exploitation, par un technicien compétent, aux opérations d'entretien et de vérification des installations et équipements techniques suivants :

- désenfumage : tous les ans (art. DF 10) ;
 - chauffage (*appareils et conduits de gaz brûlés*) : tous les ans (art. CH 58) ;
 - ventilation : tous les ans (art. CH 58) ;
 - électricité et éclairage de sécurité : tous les ans (art. EL 19) ;
 - moyens de secours :
 - ☞ extincteurs et RIA : tous les ans,
 - ☞ équipement d'alarme : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (*EA type 1*) (art. 6 § 1 – IT 248) ;
- (art. MS 73).

Nota : Les vérifications techniques effectuées par une personne ou un organisme agréé doivent faire l'objet d'un rapport de vérifications réglementaires en exploitation (RVRE) conforme aux dispositions de l'article GE 9.

Les vérifications techniques effectuées par un technicien compétent doivent faire apparaître sur le registre de sécurité : la date, le nom du vérificateur et l'objet des vérifications effectuées. Un relevé des vérifications effectuées doit être annexé au registre de sécurité.

De plus, la commission demande que soit rappelée à l'exploitant de l'établissement, l'obligation qui lui est faite par les dispositions de l'article R. 123-3 du CCH, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne le dégage pas des responsabilités qui lui incombent personnellement comme stipulé à l'article R. 123-43 du même code.

Le présent procès verbal sera transmis :

- sous huit jours, à Monsieur ou Madame le maire de la commune concernée, qui prendra sa décision par arrêté, l'adressera réglementairement au représentant de l'Etat dans l'arrondissement concerné, afin de le soumettre au contrôle de la légalité prévu par les articles L. 2131-1 et L.2131-2 du CGCT ;
- au secrétariat de la sous-commission départementale de sécurité ERP/IGH, chargé de la mise à jour des établissements recevant du public.

Il sera joint au dossier de l'établissement.

Fait à Auxerre, le 13 décembre 2022

Le Président de la commission,



Florent HAUTELIN



PREFECTURE DE L'YONNE

**DIRECTION DEPARTEMENTALE
D'INCENDIE ET DE SECOURS DE L'YONNE**

**COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE
DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITE**

GROUPEMENT OPERATIONS

**SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE DES
ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC ET DES IMMEUBLES DE
GRANDE HAUTEUR**

**RAPPORTEUR : CAPITAINE PIERRE ROBERT-
MAZEAU**

N° PV S/Com ERP/IGH 110/10/AM

**PROCES VERBAL
D'ETUDE D'UN DOSSIER**

REUNION DU : MARDI 30 MARS 2010

**PRESIDEE PAR : Madame Annick FUSTER, adjointe au Chef du Service Interministériel des
Affaires Civiles et Economiques, de Défense et de Protection Civile**

COMMUNE : CHARNY

CODE POSTAL : 89120

ETABLISSEMENT : MAISON MÉDICALE

NUMERO : 086 - 019

ADRESSE : 1, ROUTE DE PRUNOY

ACTIVITE : ADMINISTRATIVE

EFFECTIF PUBLIC : 70 PERSONNES

EFFECTIF PERSONNEL : 25 PERSONNES

EFFECTIF TOTAL : 95 PERSONNES

CLASSEMENT : I^{ER} GROUPE TYPE : W DE LA 5EME CATEGORIE

NOM DU DEMANDEUR : COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE CHARNY

OBJET : DEMANDE D'AVIS EN VUE DE L'OBTENTION D'UN PERMIS DE CONSTRUIRE

REFERENCE DU DOSSIER : PC 089 086 10 U 0002

REFERENCE SDIS : N° 111

DESCRIPTION DU PROJET :

- Au rez-de-chaussée (de l'ouest vers l'est):

- 1 sas de 2,20 m²,
- 1 salle d'attente de 12,14 m²,
- 1 salle de travail kiné 01 de 32,97 m²,
- 1 salle de soins 02 kiné 01 de 21,59 m²,
- 1 salle de soins 01 kiné 01 de 14,51 m²,
- 1 bureau kiné 01 de 09,58 m²,
- 1 salle de soins 01 infirmier de 21,75 m²,
- 1 bureau infirmier de 01 de 11,21 m²,
- 1 secrétariat de 7,67 m²,
- 1 WC de 3,31 m²,
- 1 salle d'attente « médecins » de 31,45 m²,

- 1 cabinet médecin 04 de 32,31 m²,
- 1 cabinet médecin 03 de 25,50 m²,
- 1 cabinet médecin 02 de 25,47 m²,
- 1 cabinet médecin 01 de 22,93 m²,
- des sanitaires de 8,91 m²,
- 1 local à usage non défini de 14,48 m²,
- 1 local à usage non défini de 14,71 m²,
- 1 bureau infirmier 02 de 15,87 m²,
- 1 salle de soins infirmiers 02 de 21,53 m²,
- 1 local à déchets infirmier 02 de 8,12 m²,
- 1 salle de soins 01 kiné 02 de 19,33 m²,
- 1 salle de soins 02 kiné 02 de 18,90 m²,
- 1 sas d'entrée principale de 18,72 m²,
- 1 accueil/secrétariat de 10,11 m²,
- 1 salle d'attente « maison médicale » de 37,89 m²,
- des sanitaires de 10,97 m²,
- 1 salle d'attente « orthophoniste, podologie, psychothérapeute » de 11,30 m²,
- 1 cabinet orthophoniste de 16,89 m²,
- 1 cabinet de podologie de 18,58 m²,
- 1 cabinet de psychothérapeute de 14,23 m²,
- 1 hall d'accès aux locaux du « réseau services publics » située au 1^{er} étage de 9,03 m²,
- 1 salle d'attente « réseau services publics » de 20,02 m²,
- 1 bureau PMI avec local de consultations de 26,97 m²,
- 1 bureau assistantes sociales de 13,31 m²,
- 1 bureau assistantes sociales de 13,83 m²,
- 1 bureau aides ménagères de 43,05 m²,
- 1 accueil/secrétariat dentistes de 9,50 m²,
- 1 salle d'attente « dentistes » de 15,51 m²,
- des sanitaires,
- 1 local radiographie de 4,91 m²,
- 1 salle de stérilisation de 8,91 m²,
- 1 cabinet dentaire 01 de 18,27 m²,
- 1 cabinet dentaire 02 de 18,46 m²,
- 1 hall d'accès au logement du 1^{er} étage
- 1 chaufferie de 14,74 m².

- Au 1^{er} étage - Aile ouest (locaux du « réseau services publics ») :

- 1 bureau 1 ou accueil de 15,08 m²,
- 1 bureau 2 de 14,31 m²,
- 1 bureau 3 de 10,38 m²,
- 1 bureau 4 de 10,61 m²,
- 1 bureau 5 de 19,48 m²,
- 1 salle de réunion de 24,37,
- 1 WC à l'usage du public de 2,86 m²,
- 1 WC à l'usage du personnel de 2,86 m²
- 1 local de détente de 5,38 m².

- Au 1^{er} étage - Aile nord (locaux non accessibles au public) :

- locaux à usage du personnel de la maison médicale :
 - 1 bureau n° 1 de 11,25 m²,
 - 1 bureau n° 2 de 11,98 m²,
 - 1 salle de réunion de 42,22 m².

- logement n° 1 comprenant 1 séjour/chambre de 18,81 m², 1 coin cuisine de 3,68 m², 1 salle de bains de 3,19 m², et 1 WC de 1,21 m².

- logement n° 2 comprenant 1 cuisine de 6,51 m², 1 salle de bains de 4 m², 1 chambre de 11,34 m², 1 WC de 1,87 m², 1 séjour de 13,89 m².

L'établissement est desservi par 1 voie engins, la structure du bâtiment est en brique et les planchers sont en béton. La charpente est en sapin. Le bâtiment objet du projet est isolé des tout tiers par une distance minimale de 5 mètres.

L'établissement est desservi par 5 dégagements totalisant 7 UP.

Le chauffage sera assuré par une pompe à chaleur de 79 kW installée dans une chaufferie desservie par un sas muni de portes coupe-feu 1 heure donnant dans le hall de l'entrée desservant le 1^{er} étage de l'aile nord.

L'établissement sera doté :

- d'un dispositif de désenfumage naturel des cages d'escalier par des exutoires de 1 m² avec commandes d'ouverture placées au rez-de-chaussée,
- d'un éclairage de sécurité par blocs autonomes du type non (évacuation – anti-panique),
- d'un équipement d'alarme du type 4
- des extincteurs seront mis en place dans les couloirs et les salles d'attente.
- La liaison avec les sapeurs-pompiers sera assurée par téléphone urbain.

Défense incendie : elle est assurée par 1 hydrant situé à proximité du projet.

CALCUL DE L'EFFECTIF :

Niveau	Local	Type	Superficie	Mode de calcul	Effectif public	Effectif personnel
R d C	Ensemble des locaux	W	-----	Déclaration du maître d'ouvrage	60	20
1 ^{er} étage			-----		10	5
					70	25

REGLEMENTATION APPLICABLE :

- Code de la Construction et de l'Habitation (art. R. 123-1 à R 123-55).
- Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public – arrêté ministériel du 22 juin 1990.

AVIS DE LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE :

FAVORABLE

à la délivrance du permis de construire.

PRESCRIPTIONS A REALISER :

La sous-commission départementale de sécurité demande que l'autorité investie du pouvoir de police impose les prescriptions suivantes :

- N° 1 – S'assurer que le poteau d'incendie en place est de 100 mm, conforme à la norme NF S 61-213 et capable de fournir 17 l/s (60 m³/h) à une pression dynamique minimale de 1 bar. Cet hydrant devra être implanté conformément à la norme NF S 61-200, situé à moins de 200 m du bâtiment le plus éloigné et en bordure de la voie carrossable ou tout au plus à 5 m de celle-ci (art MS 5 à MS 7 et Circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951, relative à la création et à l'aménagement des points d'eau).
- N° 2 – Veiller que les locaux constituant l'établissement recevant du public doivent être isolés des locaux à usage de logement par des murs et des planchers coupe-feu de degré 1 heure. Une porte d'intercommunication peut être aménagée sous réserve d'être coupe-feu de degré 1/2 heure et munie d'un ferme-porte.
- N° 3 – Veiller que pour la chaufferie, tout appareil ou groupement d'appareils de production dont la puissance utile totale est supérieure à 30 kW et inférieure ou égale à 70 kW, installé à l'intérieur d'un bâtiment, doit être implanté dans un local répondant aux conditions suivantes :

- ne pas être accessible au public ;
- ne pas servir au dépôt de matières combustibles ou de produits toxiques ou corrosifs ;
- avoir un plancher haut et des parois verticales de degré coupe-feu une heure.

Si le local ouvre dans un dégagement ou un local accessible au public, l'intercommunication doit s'effectuer soit par une porte coupe-feu de degré une demi-heure avec ferme-porte, soit par un sas muni de portes pare-flammes de degré un quart d'heure avec ferme-porte.

- N° 4 – Faire ouvrir dans le sens de l'évacuation, la porte de la circulation desservant les salles « kiné 01 » (art. CO 45 § 1).

- N° 5 – Doter l'établissement d'extincteurs portatifs à eau pulvérisée, de 6 litres au minimum, conformes aux normes, à raison d'un appareil pour 300 mètres carrés, avec un minimum d'un appareil par niveau.

En outre, les locaux présentant des risques particuliers d'incendie doivent être dotés d'un extincteur approprié aux risques.

Tous les extincteurs doivent être facilement accessibles, utilisables par le personnel de l'établissement et maintenus en bon état de fonctionnement (art. PE 26 § 1).

- N° 6 – Afficher, bien en vue, des consignes précises indiquant :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers;
- l'adresse du centre de secours de premier appel;
- les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre (art. PE 27 § 4).

- N° 7 – Instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie et l'entraîner à la manœuvre des moyens de secours (art. PE 27 § 5).

- N° 8 – Apposer un plan schématique, conforme aux normes, sous forme d'une pancarte indestructible, à l'entrée de l'établissement, pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers. Ce plan comporte l'emplacement des locaux techniques, des stockages dangereux, des dispositifs de coupure des fluides et des commandes des équipements de sécurité (art. PE 27 § 6).

- N° 9 – Fournir, au secrétariat de la commission, avant l'ouverture au public, les documents suivants :

- l'attestation par laquelle le maître d'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité conformément aux textes en vigueur (art. 46 du décret 95-260) ;
- les attestations de conformité des installations et équipements techniques, établies par des techniciens compétents (art. PE 4 § 1) ;
- les procès verbaux justifiant le classement en réaction ou en résistance au feu des matériaux et éléments de construction utilisés (art. GN 12).

De plus, la commission demande que soit rappelé à l'exploitant de l'établissement, l'obligation qui lui est faite par les dispositions de l'article R. 123-3 du CCH, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne le dégage pas des responsabilités qui lui incombent personnellement comme stipulé à l'article R. 123-43 du même code.

Fait à AUXERRE, le 30 mars 2010

Pour le Préfet, Président de la commission



Annick FUSTER

PRÉFET DE L'YONNE

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET
DE SECOURS DE L'YONNE

GROUPEMENT PRÉPARATION ET OPÉRATIONS

**COMMISSION CONSULTATIVE
DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ ET
D'ACCESSIBILITÉ**

RAPPORTEUR : LIEUTENANT GILLES PREUX

N° PV S/Com ERP/IGH 399/18/GP

SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ DES
ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC ET DES IMMEUBLES
DE GRANDE HAUTEUR

**PROCES VERBAL
D'ÉTUDE D'UN DOSSIER**

REUNION DU : JEUDI 28 JUIN 2018

PRESIDEE PAR : Monsieur Jean-Pierre BOURGOIN, chef du Service interministériel de la défense
et de la protection civiles

COMMUNE : CHARNY OREE DE PUISAYE

CODE POSTAL : 89120

ÉTABLISSEMENT : CANTINE SCOLAIRE

NUMERO : 086 - 049

ADRESSE : 4, ALLEE CAVALIERE

ACTIVITE : RESTAURATION - GARDERIE

EFFECTIF PUBLIC : 125 PERSONNES

EFFECTIF PERSONNEL : 10 PERSONNES

EFFECTIF TOTAL : 135 PERSONNES

CLASSEMENT : 2^{EME} GROUPE TYPE : N DE LA 5EME CATEGORIE
AVEC ACTIVITE(S) ANNEXE(S) DU TYPE : R

NOM DU DEMANDEUR : MAIRIE DE CHARNY OREE DE PUISAYE

OBJET : DEMANDE D'AVIS EN VUE DE L'OBTENTION D'UNE AUTORISATION DE TRAVAUX

REFERENCE DU DOSSIER : AT08908618C0002

REFERENCE SDIS : N° 221

DESCRIPTION DU PROJET :

Construction, dégagements, gaines. (PE 5- PE 12)

Le présent projet concerne la construction d'un restaurant scolaire et d'une garderie au sein du groupe scolaire. Il est de forme rectangulaire et d'une surface au sol de 510 m². L'établissement, à simple rez-de-chaussée, de cloisonnement traditionnel, est composé :

- D'un préau de 64.87m²,
- D'un hall d'entrée de 40.60m²,
- D'une salle de garderie de 132 m²,
- De sanitaires pour les maternelles et la garderie
- D'une salle de restauration maternelle d'une surface de 54 m²,
- D'un espace office de 91 m² comprenant des vestiaires du personnel, une préparation froide, une préparation chaude, une zone déboitage, une réserve, une laverie, un local déchet,

- D'une salle de restauration élémentaire d'une surface de 92 m² dont 60 réservé à la restauration assise,
- D'une ligne de self d'une surface de 3.6m²,
- Un local technique,
- De sanitaires pour les élémentaires.

Dans le mode de fonctionnement de cet établissement, les enfants sont soit dans la garderie, soit dans les salles de restauration. Il n'y a pas de simultanéité d'occupation.

Une façade est accessible aux engins de lutte contre l'incendie depuis le chemin du Vernoy (façade Sud). La construction de ce bâtiment au sein du groupe scolaire ne modifie pas les accès aux autres bâtiments du groupe scolaire.

Isolement par rapport aux tiers. (PE 6)

L'établissement est isolé de tous tiers. Il est situé à plus de 4 mètres de tous bâtiments et ne comporte pas de tiers superposé, ni de tiers accolé.

Dégagements. (PE 11)

L'établissement dispose de 6 dégagements totalisant 8 UP, la salle de garderie dispose de 2 dégagements totalisant 3 UP et la salle de restauration de 3 dégagements totalisant 3 UP.

Aménagement. (PE 13)

L'aménagement intérieur est conforme. Les éléments du gros mobilier seront au plus M3.

Désenfumage. (PE 14)

Sans objet, aucun local sup à 300 m².

Installations d'appareils de cuisson. (PE 15 – PE19)

Chauffage Ventilation. (PE 20 – PE 23)

Le mode de chauffage est réalisé à partir de climatisations réversibles..

Installations électriques. (PE 24)

Les installations électriques seront conformes à la norme NFC 15-100. l'éclairage de sécurité sera adapté pour être conforme.

Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants. (PE 25)

Sans objet.

Moyens de secours. (PE 26 – PE 27)

Ils sont composés :

- Deux PI se trouvent à moins de 200 mètres,
- Des extincteurs appropriés aux risques,
- Une alarme de type 4,
- Un téléphone urbain.
- Affichage des consignes et des plans,
- Personnel initié au fonctionnement du système d'alarme,
- Un registre de sécurité

CALCUL DE L'EFFECTIF :

Niveau	Local	Type	Superficie	Mode de calcul	Effectif public	Effectif personnel
RDC	Salle restauration assise maternelle	N	54	1 pers/m ²	54	
	Salle restauration assise primaire	N	60	1 pers/m ²	60	10
	Self file d'attente	N	3.6 ml	3 pers/ml	11	
	Effectif cumulé				135	

REGLEMENTATION APPLICABLE :

- Code de la Construction et de l'Habitation (art. R. 123-1 à R 123-55).
- Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public – **arrêté ministériel du 22 juin 1990.**

AVIS DE LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE :

La sous-commission départementale de sécurité émet un avis **favorable** à la délivrance de l'autorisation de travaux.

PRESCRIPTIONS A REALISER : Aucune prescription

RAPPEL DE LA REGLEMENTATION :

- N° 1 – N'exécuter les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou à la modification d'un établissement qu'après autorisation délivrée par le maire qui vérifie leur conformité aux règles prévues aux articles L. 11-7, L. 123-1 et L. 123-2 (art. L. 111-8 et R. 111-19-13 du code de la construction et de l'habitation).
- N° 2 – Faire procéder périodiquement, en cours d'exploitation, par un technicien compétent, aux opérations d'entretien et de vérification des installations et équipements techniques suivants :
 - Désenfumage : tous les deux ans ;
 - Chauffage (*appareils et conduits de gaz brûlés*) : tous les deux ans ;
 - Ventilation : tous les deux ans ;
 - Gaz : tous les deux ans ;
 - Électricité et éclairage de sécurité : tous les ans ;
 - Ascenseurs : tous les ans et tous les 5 ans par une personne ou un organisme agréé (*Avant remise en service faisant suite à une transformation importante – Vérifications du respect des dispositions applicables aux ascenseurs*) ;
 - Appareils de cuisson : tous les deux ans ;
 - Moyens de secours :
 - ☞ Extincteurs : tous les ans,
 - ☞ Détection automatique d'incendie : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien,
 - ☞ Système de sécurité incendie : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien,
 - ☞ Équipement d'alarme : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (*EA type 1*) (art. 6 § 1 – IT 248) ; (art. PE 4 § 2).

Nota : Les vérifications techniques effectuées par une personne ou un organisme agréé doivent faire l'objet d'un rapport de vérifications réglementaires en exploitation (RVRE) conforme aux dispositions de l'article GE 9. Les vérifications techniques effectuées par un technicien compétent doivent faire apparaître sur le registre de sécurité : la date, le nom du vérificateur et l'objet des vérifications effectuées. Un relevé des vérifications effectuées doit être annexé au registre de sécurité.

De plus, la commission demande que soit rappelée à l'exploitant de l'établissement, l'obligation qui lui est faite par les dispositions de l'article R. 123-3 du CCH, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne le dégage pas des responsabilités qui lui incombent personnellement comme stipulé à l'article R. 123-43 du même code.

Fait à Auxerre, le 28 juin 2018

Le Président de la commission


Jean-Pierre BOURGOIN



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'YONNE

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET
DE SECOURS DE L'YONNE

GROUPEMENT PRÉPARATION ET OPÉRATIONS

RAPPORTEUR : CAPITAINE PHILIPPE MARTY

N° PV S/Com ERP/IGH 680/17/AM

**COMMISSION CONSULTATIVE
DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ ET
D'ACCESSIBILITÉ**

SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ DES
ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC ET DES IMMEUBLES
DE GRANDE HAUTEUR

**PROCES VERBAL
D'ÉTUDE D'UN DOSSIER**

REUNION DU : JEUDI 24 AOÛT 2017

PRESIDEE PAR : Colonel Jérôme VINCENT, directeur départemental adjoint des services
d'incendie et de secours

COMMUNE : VILLEFRANCHE-SAINT-PHAL

CODE POSTAL : 89120

ÉTABLISSEMENT : BOULANGERIE

NUMERO : 454 - 004

ADRESSE : 13, RUE DE JOIGNY

ACTIVITÉ : COMMERCIALE

EFFECTIF PUBLIC : 8 PERSONNES

EFFECTIF PERSONNEL : 2 PERSONNES

EFFECTIF TOTAL : 10 PERSONNES

CLASSEMENT : 2^{ÈME} GROUPE TYPE : M DE LA 5ÈME CATÉGORIE

NOM DU DEMANDEUR : COMMUNE DE CHARNY OREE DE PUISAYE

OBJET : DEMANDE D'AVIS EN VUE DE L'OBTENTION D'UNE AUTORISATION DE TRAVAUX

REFERENCE DU DOSSIER : AT08908617I0004

REFERENCE SDIS : N° 275

DESCRIPTION DU PROJET :

Le présent projet concerne l'extension d'un bâtiment existant afin d'y créer un fournil (non accessible au public).

Au moins une façade est accessible depuis la voie publique par la RD 943.

Le fournil sera isolé avec l'ERP par un mur CF 1h ainsi que la couverture qui sera PF ½ h sur 4 ml au droit des baies du logement.

Ce nouveau bâtiment sera réalisé en construction traditionnelle (moellons). La toiture sera une dalle béton (toiture terrasse).

Le fournil aura une puissance de 33 kWh. Il sera isolé par des murs CF 1h avec porte CF 1/2h munie d'un ferme-porte. Un organe de coupure d'urgence sera prévu au droit de la porte d'entrée du fournil.

Le plancher du sous-sol situé au-dessous du fournil sera CF 1h. Les dégagements dans l'espace de vente ne sont pas modifiés et sont conformes.

La qualité des revêtements des aménagements intérieurs est prévue conforme.

Le mode de chauffage est prévu électrique.

Les installations électriques sont sans indication de norme.

L'éclairage de sécurité assurera la fonction évacuation au moyen de blocs autonomes

Les moyens de secours sont prévus par :

- une alarme de type 4 avec 2 déclencheurs manuels au droit des issues de secours.

Un hydrant (PI de 100 n° d'ordre 01 avec un débit de 99 m³/h) se trouve à moins de 100 m du projet.

RAPPEL :

Dispositions dans bâtiments existants.

Les autres dispositions applicables à cet établissement sont soit déjà existantes et non modifiées par les présents travaux ou sans objet. Celles qui n'apparaissent pas dans la notice descriptive de sécurité ou qui sont non conformes sont rappelées dans les prescriptions à réaliser

CALCUL DE L'EFFECTIF :

Niveau	Local	Type	Superficie	Mode de calcul	Effectif public	Effectif personnel
RDC	Espace de vente	M	23 m ²	1 pers pour 3m ²	8	2

REGLEMENTATION APPLICABLE :

- Code de la Construction et de l'Habitation (art. R. 123-1 à R 123-55).
- Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public – arrêté ministériel du 22 juin 1990.

AVIS DE LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE :

La sous-commission départementale de sécurité émet un avis **favorable** à la délivrance de l'autorisation de travaux.

PRESCRIPTIONS A REALISER :

La sous-commission départementale de sécurité demande que l'autorité investie du pouvoir de police impose les prescriptions suivantes :

- N°1 - S'assurer que les installations électriques soient conformes aux normes les concernant.

Les câbles ou conducteurs doivent être de la catégorie C2 selon la classification et les modalités d'attestation de conformité définies dans l'arrêté du 21 juillet 1994 portant classification et attestation de conformité du comportement au feu des conducteurs et câbles électriques et agrément des laboratoires d'essais.

L'emploi de fiches multiples est interdit. Le nombre de prises de courant doit être adapté à l'utilisation pour limiter l'emploi de socles mobiles. Les prises de courant doivent être disposées de manière que les canalisations mobiles aient une longueur aussi réduite que possible et ne soient pas susceptibles de faire obstacle à la circulation des personnes (art. PE 24 § 1).

- N° 2 – **Installer** un extincteur portatif approprié aux risques installé dans les conditions définies par l'article MS 39 et en atténuation de cet article avec un minimum d'un appareil pour 300 mètres carrés et un appareil par niveau (PE26 §1).
- N° 3 – **Instruire** le personnel sur les conduites à tenir en cas d'incendie et être entraîné à la manœuvre des moyens de secours (art. PE 27).
- N° 4 – **Faire afficher** des consignes précises rappelant le N° d'appel des sapeurs-pompiers, l'adresse du centre de secours le plus proche, et les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre. (PE 27 § 4.)
- N° 5 – **Tenir compte** de la nature de l'exploitation et en particulier de l'aide humaine disponible en permanence pour participer à l'évacuation des personnes handicapées (art GN8).

RAPPEL DE LA REGLEMENTATION :

- N° 1 – N'exécuter les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou à la modification d'un établissement qu'après autorisation délivrée par le maire qui vérifie leur conformité aux règles prévues aux articles L. 11-7, L. 123-1 et L. 123-2 (art. L. 111-8 et R. 111-19-13 du code de la construction et de l'habitation).
- N° 2 – Faire procéder périodiquement, en cours d'exploitation, par un technicien compétent, aux opérations d'entretien et de vérification des installations et équipements techniques suivants :
 - chauffage (*appareils et conduits de gaz brûlés*) : tous les deux ans ;
 - ventilation : tous les deux ans ;
 - électricité et éclairage de sécurité : tous les ans ;
 - appareils de cuisson : tous les deux ans ;
 - moyens de secours :
 - ☞ extincteurs : tous les ans,
 - ☞ équipement d'alarme : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (*EA type 1*) (art. 6 § 1 – IT 248) ; (art. PE 4 § 2).

Nota : Les vérifications techniques effectuées par une personne ou un organisme agréé doivent faire l'objet d'un rapport de vérifications réglementaires en exploitation (RVRE) conforme aux dispositions de l'article GE 9.

Les vérifications techniques effectuées par un technicien compétent doivent faire apparaître sur le registre de sécurité : la date, le nom du vérificateur et l'objet des vérifications effectuées. Un relevé des vérifications effectuées doit être annexé au registre de sécurité.

De plus, la commission demande que soit rappelée à l'exploitant de l'établissement, l'obligation qui lui est faite par les dispositions de l'article R. 123-3 du CCH, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne le dégage pas des responsabilités qui lui incombent personnellement comme stipulé à l'article R. 123-43 du même code.

Fait à Auxerre, le 24 août 2017

Le Président de la commission


Colonel Jérôme VINCENT

**PROCÈS-VERBAL DE VISITE PERIODIQUE
(ERP du 1^{er} groupe)**

Visite du 10 mars 2025
GROUPE SCOLAIRE

Références PREVARISC :

Identifiant unique de l'établissement : 086 - 011
Identifiant unique du dossier : 31303

Exploitant : Mme le maire

Coordonnées de l'établissement :

43 ROUTE DE LA MOTHE 89120 CHARNY-ORÉE-DE-PUISAYE

Dernière visite périodique :

Date : 09 décembre 2019

Avis : Favorable

PÉRIODICITÉ DES VISITES : 5 ans

Classement :

Activité principale	: Etablissements d'enseignement
Type principal	: R
Catégorie	: 5ème
Effectif public	: 150
Effectif personnel	: 15
Effectif total	: 165

Textes de référence :

- Code de la Construction et de l'Habitation (Article R.143-1 à R.143-47)
- Décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité (C.C.D.S.A)
- Arrêté n° PREF-CAB-SIDPC-2023-131 du 1er mars 2023 portant composition des sous-commissions de la Commission Consultative Départementale de la Sécurité et de l'Accessibilité (CCDSA)
- Articles GN (dispositions applicables à tous les établissements recevant du public - Livre I du règlement de sécurité)
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- Arrêté Préfectoral n° PREF-CAB 2018-0268 du 04 mai 2018 portant approbation du Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie. (RDDECI)
- Arrêté du 4 juin 1982 modifié relatif aux établissements de type R

Descriptif de l'établissement :

Établissement, implanté dans un bâtiment de construction traditionnelle en forme de U, comprenant :

- 2 classes de maternelle,
- 1 GS/CP,
- 4 classes d'élémentaire,
- 1 Préau ouvert et préau fermé plus une galerie fermée assure la liaison entre les locaux,
- 1 salle d'activités,
- 1 salle de repos,
- 1 salle des profs,

- 1 bibliothèque centre de documentations (BCD),
- 2 bureaux,
- 1 infirmerie,
- des sanitaires,
- des locaux techniques.

Chaque classe dispose d'une évacuation vers un couloir intérieur et d'une sortie vers la cour commune.

Effectifs

Niveau	local	Surface	Type d'activité	Mode de calcul	Effectifs		
					Pub.	Pers.	Total
RDC	Ensemble de classe		R	Déclaratif	150	15	165
TOTAL					150	15	165

Dérogation(s) accordée(s) : Néant

Liste des documents étudiés / résultats des essais / examen des procès-verbaux antérieurs / levées de prescriptions :

- Registre de sécurité document fourni et tenu à jour en date du 10/03/2025
- Gaz : Relevé de vérification du gaz (GZ 30) (GZ 29) vérifié par Socotec en date du 06/10/2026
- Électricité : Relevé ou RVRE des installations électriques et/ou des paratonnerres ou protection contre la foudre (EL 19) Vérifié par socotec, en date du 09/09/2024
- Extincteurs : Relevé de vérification des extincteurs (MS 38) alarme, vérifié par Sicli/chubb en date du 20/01/2025

Descriptif de la visite :

La visite a pour objet le contrôle périodique de l'établissement tel que prévu par l'article R 143-41 du CCH. Au cours de la visite, la commission a abordé les points suivants :

- Vérification de la réalisation de l'entretien des installations techniques.
- Essai de l'alarme / éclairage de sécurité / divers.
- Prise en compte des prescriptions antérieures.

Résultats des essais / examen des procès-verbaux antérieurs / observations :

L'alarme et les issues de secours sont fonctionnelles. L'évacuation est réalisée en moins de 2 minutes 20.

Analyse de risque :

L'établissement présente un niveau de sécurité suffisant le jour de la visite.

Le calcul de l'effectif en type R est déclaratif, l'établissement peut être déclassé en 5ème catégorie.

Avis de la commission :

La Commission d'arrondissement d'AUXERRE émet un avis **Favorable** au maintien à l'ouverture au public de l'établissement.

La Commission d'arrondissement d'AUXERRE émet un avis **Favorable** pour le reclassement de l'établissement en 5ème catégorie. Il ne sera plus visité.

Proposition(s) de prescription(s), recommandation(s), rappel(s) :

Prescription(s) liée(s) à l'exploitation :

1* Supprimer les étagères pouvant être considérées comme des dépôts ou saillies situées dans la circulation. Aucune saillie ou dépôt ne doit réduire la largeur réglementaire des dégagements ; toutefois, (Arrêté du 23 décembre 1996) « sauf dans le cas de dégagements accessoires dont la largeur n'excède pas la largeur minimale fixée à l'article CO 41 (§ 2), « les aménagements fixes sont admis jusqu'à une hauteur maximale de 1,10 mètre à condition qu'ils ne fassent pas saillie de plus de 0,10 mètre » (Art CO 37)

Rappels réglementaires :

- **N'exécuter** les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou à la modification d'un établissement qu'après autorisation délivrée par le maire qui vérifie leur conformité aux règles prévues à l'article L. 122-3. (art. L. 143-1 du code de la construction et de l'habitation).

- **Faire procéder** périodiquement, en cours d'exploitation, par un technicien compétent, aux opérations d'entretien et de vérification des installations et équipements techniques suivants :

☐ - **N'exécuter** les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou à la modification d'un établissement qu'après autorisation délivrée par le maire qui vérifie leur conformité aux règles prévues à l'article L. 122-3. (art. L. 143-1 du code de la construction et de l'habitation).

☐ - **Faire procéder** périodiquement, en cours d'exploitation, par un technicien compétent, aux opérations d'entretien et de vérification des installations et équipements techniques suivants :

☐ Désenfumage : tous les deux ans ;

☐ Chauffage (appareils et conduits de gaz brûlés) : tous les deux ans ;

☐ Ventilation : tous les deux ans ;

☐ Gaz : tous les deux ans ;

☐ Électricité et éclairage de sécurité : tous les ans ;

☐ Moyens de secours:

☐ Extincteurs : tous les ans,

☐ Équipement d'alarme : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (EA type 1) (art. 6 § 1 – IT 248) ;(art. PE 4 § 2) ;

Les vérifications techniques effectuées par une personne ou un organisme agréé doivent faire l'objet d'un rapport de vérifications réglementaires en exploitation (RVRE) conforme aux dispositions de l'article GE 9. Les vérifications techniques effectuées par un technicien compétent doivent faire apparaître sur le registre de sécurité : la date, le nom du vérificateur et l'objet des vérifications effectuées. Un relevé des vérifications effectuées doit être annexé au registre de sécurité.

Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. À cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du Ministre de l'Intérieur et des Ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement (R.143-34).

De plus, la commission demande que soit rappelé à l'exploitant de l'établissement, l'obligation qui lui est faite par les dispositions de l'article R. 143-03 du CCH, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne le dégage pas des responsabilités qui lui incombent personnellement comme indiqué à l'article R. 143-34 du même code.

Le présent procès-verbal sera transmis :

- sous huit jours, au maire de la commune concernée, qui prendra sa décision par arrêté, l'adressera réglementairement au représentant de l'État dans l'arrondissement concerné, afin de le soumettre au contrôle de la légalité prévue par les articles L. 2131-1 et L.2131-2 du CGCT ;
- au secrétariat de la sous-commission départementale de sécurité ERP/IGH, chargé de la mise à jour des établissements recevant du public.

Il sera joint au dossier de l'établissement.

Fait à AUXERRE, le 8 avril 2025

La Présidente de la commission,


Laurianne PAGEAU



PRÉFET DE L'YONNE

SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DE
L'YONNE

Groupeement Préparation et Opérations

RAPPORTEUR : Lieutenant Mickaël GUEGADEN

N° PV CA 413/24/MG

COMMISSION CONSULTATIVE
DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ ET
D'ACCESSIBILITÉ

Commission d'arrondissement d'AUXERRE

**PROCÈS-VERBAL DE VISITE PÉRIODIQUE
(ERP du 1^{er} groupe)**

Visite du 18 juillet 2024

SALLE POLYVALENTE

Références PREVARISC :

Identifiant unique de l'établissement : 086 - 013

Identifiant unique du dossier : 30852

Exploitant :

Madame le Maire

Coordonnées de l'établissement :

Rue de la Mothe 89120 CHARNY-ORÉE-DE-PUISAYE

Dernière visite périodique :

Date : 15 juillet 2021

Avis : Favorable

PÉRIODICITÉ DES VISITES : 3 ans

Classement

Activité principale destination unique)	: Salles polyvalentes non visées par le Type X (salle polyvalente qui n'a pas une
Type principal	: L
Catégorie	: 3ème
Effectif public	: 310
Effectif personnel	: 1
Effectif total	: 311

Textes de référence :

- Code de la Construction et de l'Habitation (Article R. 143-1 à R. 143-47)
- Décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité (C.C.D.S.A)
- Arrêté n° PREF-CAB-SIDPC-2023-131 du 1er mars 2023 portant composition des sous-commissions de la Commission Consultative Départementale de la Sécurité et de l'Accessibilité (CCDSA)
- Articles GN (dispositions applicables à tous les établissements recevant du public - Livre I du règlement de sécurité)
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- Arrêté du 12 décembre 1984 modifié relatif aux établissements de type L
- Arrêté du 5 février 2007 (applicable à compter du 22 juin 2007) modifié relatif aux établissements de type L

Descriptif de l'établissement :

Etablissement, implanté dans un bâtiment de construction traditionnelle, comprenant :

Au rez-de-chaussée :

- une grande salle de 281 m² avec une scène de 60 m² ;
- un hall de 40 m²,
- un espace traiteur,
- des sanitaires.

Au 1er étage :

- une salle dédiée aux répétitions de musique, et n'ayant qu'une seule issue
- 3 locaux de rangement section « musique »
- un local rangement et atelier théâtre

Le chauffage est électrique.

L'établissement est doté :

- d'un éclairage de sécurité par blocs autonomes du type non permanent (évacuation – anti-panique) ;
- d'un équipement d'alarme du type 4.

Effectifs

Niveau	Local	Surface	Type d'activité	Mode de calcul	Effectifs		
					Pub.	Pers.	Total
R+1	Salle de musique	120 m ²	L	**	19	0	19
R+1	Atelier théâtre	50 m ²	L	Déclaratif	10	0	10
RDC	Salle polyvalente	281 m ²	L	1 pers. / m ²	281	1	282
TOTAL					310	1	311

Liste des documents étudiés / résultats des essais / examen des procès-verbaux antérieurs / levées de prescriptions :

- Registre de sécurité document fourni et tenu à jour en date du 18 juillet 2024
- Gaz : Relevé de vérification du gaz (GZ 30) (GZ 29) vérifié par socotec en date du 06/10/2023
- Électricité : Relevé ou RVRE des installations électriques et/ou des paratonnerres ou protection contre la foudre (EL 19) vérifié par socotec en date du 06/10/2023
- Éclairage : Tous les ans par un technicien compétent (EC 15) vérifié par socotec en date du 06/10/2023
- Appareils de cuisson : Relevé de vérification des appareils de cuisson (GC 22) installation neuve du 30/12/2023 en date du 30/12/2023
- Système de sécurité Incendie Alarme Détection : Relevé de vérification du SSI ou d'équipement d'alarme, détection, portes, clapets coupe-feu (MS 73) vérifié par sicli en date du 18/01/2024
- Extincteurs : Relevé de vérification des extincteurs (MS 38) vérifié par sicli en date du 18/01/2024

Descriptif de la visite :

La visite a pour objet le contrôle de l'établissement tel que prévu par l'article R 143-41 du CCH. Au cours de la visite, la commission a abordé les points suivants :

- Vérification de la réalisation des contrôles périodiques.
- Essai de l'alarme / éclairage de sécurité / divers.
- Prise en compte des prescriptions antérieures.

Résultats des essais / examen des procès-verbaux antérieurs / observations :

Bon fonctionnement de l'alarme et des BAES.

Analyse de risque :

Au vu des éléments fournis à la commission de sécurité et des constatations effectuées lors de la visite, l'établissement présente un niveau de sécurité suffisant.

Avis de la commission :

La Commission d'arrondissement d'AUXERRE émet un avis **Favorable** au maintien à l'ouverture au public de l'établissement.

Au regard de l'avis **Favorable** reçu et tel que prévu par l'article GE 4 du règlement de sécurité (arrêté du 1er février 2010), la prochaine visite périodique devrait être effectuée en **juillet 2027**.

Proposition(s) de prescription(s), recommandation(s), rappel(s) :

Proposition(s) de prescription(s), recommandation(s), rappel(s) :

Prescription(s) liée(s) à l'exploitation :

1• **Supprimer** les stockages de la pièce théâtre. (Art CO 28) Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public -

Recommandation(s) liée(s) à l'amélioration du niveau de sécurité :

1• **Poursuivre** la limitation d'occupation à 19 personnes maximum dans la salle de musique (art CO 38).

Rappels réglementaires

- **N° 1 – N'exécuter** les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou à la modification d'un établissement qu'après autorisation délivrée par le maire qui vérifie leur conformité aux règles prévues à l'article L 122-3. (art. L. 143-1 du code de la construction et de l'habitation).

- **N° 2 – Faire procéder** périodiquement, en cours d'exploitation, par un technicien compétent, aux opérations d'entretien et de vérification des installations et équipements techniques suivants :

gaz	: tous les ans (art. GZ 30) ;
électricité et éclairage de sécurité	: tous les ans (art. EL 19) ;
appareils de cuisson	: tous les ans (art. GC 22) ;
moyens de secours :	
<input type="checkbox"/> extincteurs et RIA	: tous les ans,
<input type="checkbox"/> équipement d'alarme	: tous les ans, avec obligation de sous-
	crire un contrat d'entretien (EA type 1) (art. 6 § 1 – IT 248) ;(art. MS 73).

Les vérifications techniques effectuées par une personne ou un organisme agréé doivent faire l'objet d'un rapport de vérifications réglementaires en exploitation (RVRE) conforme aux dispositions de l'article GE 9. Les vérifications techniques effectuées par un technicien compétent doivent faire apparaître sur le registre de sécurité : la date, le nom du vérificateur et l'objet des vérifications effectuées. Un relevé des vérifications effectuées doit être annexé au registre de sécurité.

Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. À cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du Ministre de l'Intérieur et des Ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement (R.143-34).

De plus, la commission demande que soit rappelé à l'exploitant de l'établissement, l'obligation qui lui est faite par les dispositions de l'article R. 143-03 du CCH, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne le dégage pas des responsabilités qui lui incombent personnellement comme indiqué à l'article R. 143-34 du même code.

Le présent procès-verbal sera transmis :

- sous huit jours, au maire de la commune concernée, qui prendra sa décision par arrêté, l'adressera réglementairement au représentant de l'Etat dans l'arrondissement concerné, afin de le soumettre au contrôle de la légalité prévue par les articles L. 2131-1 et L.2131-2 du CGCT ;
- au secrétariat de la sous-commission départementale de sécurité ERP/IGH, chargé de la mise à jour des établissements recevant du public.

Il sera joint au dossier de l'établissement.

Fait à Auxerre, le 17 septembre 2024

La Présidente de la commission,



Laurianne PAGEAU



PRÉFET DE L'YONNE

SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DE
L'YONNE

Groupement Préparation et Opérations

RAPPORTEUR : Lieutenant Mickaël GUEGADEN

N° PV CA 69/21/MG

**COMMISSION CONSULTATIVE
DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ ET
D'ACCESSIBILITÉ**

commission d'arrondissement d'AUXERRE

**PROCÈS-VERBAL DE VISITE PÉRIODIQUE
(ERP du 1^{er} groupe)**

3 février 2022

SALLE DES FÊTES GASTON CHAUSSON

Références PREVARISC

Identifiant unique de l'établissement : 103 - 002

Identifiant unique du dossier : 28652

Exploitant

M. le maire

Coordonnées de l'établissement

30 RUE GASTON CHAUSSON 89120 CHEVILLON

Dernière visite périodique

Date : 19 janvier 2017

Avis : Favorable

PÉRIODICITÉ DES VISITES : 6 mois

Classement

Activité principale	: Salles polyvalentes
Type principal	: L
Catégorie	: 4 ^{ème}
Effectif public	: 375
Effectif personnel	: 0
Effectif total	: 375

1) erreur **EFFECTIF**
de
copier - coller
du SDIS
jamais
rectifié

Textes de référence

- Code de l'Urbanisme
- Code de la Construction et de l'Habitation (Article R.143-1 à 143-47)
- Décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité (C.C.D.S.A)
- Arrêté n° PREF-CAB-SIDPC-2017-0475 du 17 juillet 2017 portant composition des sous-commissions de la Commission Consultative Départementale de la Sécurité et de l'Accessibilité (CCDSA)
- Articles GN (dispositions applicables à tous les établissements recevant du public - Livre I du règlement de sécurité)
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- Arrêté Préfectoral n° PREF-CAB 2018-0268 du 04 mai 2018 portant approbation du Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie. (RDDECI)
- Arrêté du 12 décembre 1984 modifié relatif aux établissements de type L
- Arrêté du 5 février 2007 (applicable à compter du 22 juin 2007) modifié relatif aux établissements de type L

Descriptif de l'établissement

Etablissement, implanté dans un bâtiment de construction traditionnelle, comprenant :

- 1 hall d'entrée de 25,15 m²,
- 1 salle de 124,02 m²,
- 1 espace scénique intégré de 54,42 m²,

- 1 vestiaire de 9,70 m²,
- 1 espace détente de 16,40 m², avec 1 bar
- 1 espace cuisine d'une puissance inférieure à 20 KW de 9,48 m²,
- 1 loge (n° 1) de 15,51 m²,
- 1 loge (n°2) de 15,15 m²
- 1 sas de 3,02 m² permettant l'accès de la loge n° 2 à la scène
- des sanitaires.

L'établissement est desservi par 3 dégagements totalisant 7 UP.

Le chauffage est assuré par des convecteurs à ventouse à gaz existants et non modifiés, il est complété par des convecteurs électriques.

L'établissement existant est isolé des tiers contigus par des murs respectant l'exigence coupe-feu 2 heures.

Les parois du bloc scène contiguës avec les tiers sont coupe-feu 3 heures

Par convention de location de M. le Maire, l'appareil de cuisson est hors d'usage dans l'attente de son remplacement. Il n'est pas utilisable en l'état, les boutons de commande sont retirés. Celui-ci doit être remplacé.

L'établissement est doté :

- d'un éclairage de sécurité par blocs autonomes du type (évacuation – antipanique) ;
- d'un équipement d'alarme du type 4.

La défense incendie est assurée par un poteau d'incendie situé à proximité.

Liste des documents étudiés / résultats des essais / examen des procès-verbaux antérieurs / levées de prescriptions

- Registre de sécurité tenu à jour
- Gaz : Relevé de vérification du gaz (GZ 30) (GZ 29) non vérifié
- Électricité : Relevé ou RVRE des installations électriques et/ou des paratonnerres ou protection contre la foudre (EL 19) vérification par socotec en date du 07/01/2022
- Extincteurs : Relevé de vérification des extincteurs (MS 38) vérification par SICLI en date du 07/02/2022

Descriptif de la visite

La visite a pour objet le contrôle de l'établissement tel que prévu par l'article R 143-41 du CCH. Au cours de la visite, la commission a abordé les points suivants :

- Vérification de la réalisation des contrôles périodiques.
- Essai de l'alarme / éclairage de sécurité / divers.
- Prise en compte des prescriptions antérieures.

Résultats des essais / examen des procès-verbaux antérieurs / observations

Après la coupure électrique de l'établissement, la salle est très mal éclairée. Les BAES d'évacuation et d'ambiance ne fonctionnent pas tous. L'alarme fonctionne durant les 5 minutes après l'appui sur le déclencheur manuel de l'entrée. L'appareil de cuisson, non vérifié, n'est pas utilisable en l'état et il est prévu son remplacement.

Analyse de risque

L'établissement présente un niveau de sécurité à améliorer, ce qui est pris en compte par M. le Maire : les engagements de dépense sont en cours de réalisation.

Avis de la commission

La commission d'arrondissement d'AUXERRE émet un avis **Favorable** au maintien à l'ouverture au public de l'établissement

Au regard de l'avis **Favorable** reçu et tel que prévu par l'article GE 4 du règlement de sécurité (arrêté du 1er février 2010), la prochaine visite périodique devrait être effectuée en **août 2022**.

Propositions de prescriptions, recommandations, rappels

Prescriptions liées à l'exploitation

- 1° **Faire procéder** à la vérification de l'installation GAZ (Art GZ30) - Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public -
- 2° **Lever** les observations du rapport de vérification électrique. (Art EL4) - Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public -

Rappels réglementaires

- **N° 1 – N'exécuter** les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou à la modification d'un établissement qu'après autorisation délivrée par le maire qui vérifie leur conformité aux règles prévues à

l'article L 122-3. (art. L. 143-1 du code de la construction et de l'habitation).

- **N° 2 – Faire procéder** périodiquement, en cours d'exploitation, par un technicien compétent, aux opérations d'entretien et de vérification des installations et équipements techniques suivants :

- Chauffage (appareils et conduits de gaz brûlés) : tous les ans (art. CH 58) ;
- Gaz : tous les ans (art. GZ 30) ;
- Électricité et éclairage de sécurité : tous les ans (art. EL 19) ;
- Espaces scéniques (art L 57)
 - Dispositifs des équipements de levage : tous les ans par une personne ou organisme agréé,
 - Dépoussiérage dans les cintres, les grils, les dessous, les fosses techniques, les planchers techniques, les dépôts, etc : tous les ans par technicien compétent
 - Appareils de cuisson : tous les ans (art. GC 22);
- Moyens de secours :
 - Extincteurs et RIA : tous les ans,
 - Équipement d'alarme : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (EA type 1) (art. 6 § 1 – IT 248) ;(art. MS 73).

Les vérifications techniques effectuées par une personne ou un organisme agréé doivent faire l'objet d'un rapport de vérifications réglementaires en exploitation (RVRE) conforme aux dispositions de l'article GE 9. Les vérifications techniques effectuées par un technicien compétent doivent faire apparaître sur le registre de sécurité : la date, le nom du vérificateur et l'objet des vérifications effectuées. Un relevé des vérifications effectuées doit être annexé au registre de sécurité.

Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. À cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du Ministre de l'Intérieur et des Ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'Administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement (R.143-34).

De plus, la commission demande que soit rappelé à l'exploitant de l'établissement, l'obligation qui lui est faite par les dispositions de l'article R. 143-03 du CCH, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne le dégage pas des responsabilités qui lui incombent personnellement comme stipulé à l'article R. 143-34 du même code.


Le présent procès-verbal sera transmis :

- sous huit jours, à Monsieur le maire de la commune concernée, qui prendra sa décision par arrêté, l'adressera réglementairement au représentant de l'Etat dans l'arrondissement concerné, afin de le soumettre au contrôle de la légalité prévue par les articles L. 2131-1 et L.2131-2 du CGCT ;
- au secrétariat de la sous-commission départementale de sécurité ERP/IGH, chargé de la mise à jour des établissements recevant du public.

Il sera joint au dossier de l'établissement.

Fait à AUXERRE, le 15 février 2022

Le Président de la commission,


Jean-Pierre CHATELIER
Chef du SIDPC



PRÉFET DE L'YONNE

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET
DE SECOURS DE L'YONNE

GROUPEMENT PRÉPARATION ET OPÉRATIONS

**COMMISSION CONSULTATIVE
DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ ET
D'ACCESSIBILITÉ**

RAPPORTEUR : CAPITAINE JEAN-LUC DELAGNEAU

SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ DES
ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC ET DES IMMEUBLES
DE GRANDE HAUTEUR

N° PV S/Com ERP/IGH 665/16/AM

**PROCES VERBAL
D'ÉTUDE D'UN DOSSIER**

REUNION DU : JEUDI 8 SEPTEMBRE 2016

PRÉSIDÉE PAR : Lieutenant colonel Jérôme VINCENT, directeur départemental (p.i.) des services
d'incendie et de secours

COMMUNE : CHARNY OREE DE PUISAYE - PERREUX CODE POSTAL : 89120

ÉTABLISSEMENT : ÉCOLE- MAIRIE- SALLE COMMUNALE NUMERO : 294-003

ADRESSE : 45 GRANDE RUE

ACTIVITÉ : ENSEIGNEMENT SANS HÉBERGEMENT

EFFECTIF PUBLIC : 50 PERSONNES

EFFECTIF PERSONNEL : 3 PERSONNES

EFFECTIF TOTAL : 53 PERSONNES

CLASSEMENT : 2^{ÈME} GROUPE TYPE : R DE LA 5ÈME CATÉGORIE
AVEC ACTIVITÉ(S) ANNEXE(S) DU TYPE : W

NOM DU DEMANDEUR : M. LE MAIRE

OBJET : DEMANDE D'AVIS EN VUE DE L'OBTENTION D'UNE AUTORISATION DE TRAVAUX

REFERENCE DU DOSSIER : AT08908616T0007

REFERENCE SDIS : N° 258

DESCRIPTION DU PROJET :

Le dossier intéresse la mise en conformité de l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite
Ces travaux ne sont pas de nature à modifier le niveau de sécurité de l'établissement et n'appelle pas de
remarque particulière au titre de la sécurité incendie.

CALCUL DE L'EFFECTIF :

Niveau	Local	Type	Superficie	Mode de calcul	Effectif public	Effectif personnel
RDC	Ecole mairie salle communale	R et W		déclaratif	50	3

REGLEMENTATION APPLICABLE :

- Code de la Construction et de l'Habitation (art. R. 123-1 à R 123-55).
- Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public – **arrêté ministériel du 22 juin 1990.**

RAPPEL DE LA REGLEMENTATION :

- N° 1 – N'exécuter les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou à la modification d'un établissement qu'après autorisation délivrée par le maire qui vérifie leur conformité aux règles prévues aux articles L. 11-7, L. 123-1 et L. 123-2 (art. L. 111-8 et R. 111-19-13 du code de la construction et de l'habitation).
- N° 2 – Faire procéder périodiquement, en cours d'exploitation, par un technicien compétent, aux opérations d'entretien et de vérification des installations et équipements techniques suivants :
 - chauffage (*appareils et conduits de gaz brûlés*) : tous les deux ans ;
 - ventilation : tous les deux ans ;
 - gaz : tous les deux ans ;
 - électricité et éclairage de sécurité : tous les ans ;
 - moyens de secours :
 - ☞ extincteurs : tous les ans,
 - ☞ équipement d'alarme : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (*EA type 1*) (art. 6 § 1 – IT 248) ; (art. PE 4 § 2).

Nota : Les vérifications techniques effectuées par une personne ou un organisme agréé doivent faire l'objet d'un rapport de vérifications réglementaires en exploitation (RVRE) conforme aux dispositions de l'article GE 9.

Les vérifications techniques effectuées par un technicien compétent doivent faire apparaître sur le registre de sécurité : la date, le nom du vérificateur et l'objet des vérifications effectuées. Un relevé des vérifications effectuées doit être annexé au registre de sécurité.

De plus, la commission demande que soit rappelée à l'exploitant de l'établissement, l'obligation qui lui est faite par les dispositions de l'article R. 123-3 du CCH, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne le dégage pas des responsabilités qui lui incombent personnellement comme stipulé à l'article R. 123-43 du même code.

Fait à Auxerre, le 8 septembre 2016

Le Président de la commission


Lieutenant-colonel Jérôme VINCENT



PRÉFET DE L'YONNE

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET
DE SECOURS DE L'YONNE
GROUPEMENT PRÉPARATION ET OPÉRATIONS

COMMISSION CONSULTATIVE
DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ ET
D'ACCESSIBILITÉ

RAPPORTEUR : LIEUTENANT GILLES PREUX

COMMISSION DE SÉCURITÉ D'ARRONDISSEMENT D'AUXERRE

N° PV CA 716/20/GP

PROCES VERBAL

REUNION DU : JEUDI 8 OCTOBRE 2020

PRESIDEE PAR : Madame Ginetta GUITTEAUD, adjointe, représentant le chef du service
interministériel de la défense et de la protection civiles

COMMUNE : MARCHAIS-BETON CODE POSTAL : 89120
ETABLISSEMENT : SALLES DES FETES NUMÉRO : 243 - 001
ADRESSE : LE BOURG
ACTIVITE : MULTIPLE
EFFECTIF PUBLIC : 60 PERSONNES
EFFECTIF PERSONNEL : 0 PERSONNE
EFFECTIF TOTAL : 60 PERSONNES
CLASSEMENT : 2^{ème} GROUPE TYPE : L DE LA 5^{ème} CATEGORIE
AVEC ACTIVITE(S) ANNEXE(S) DU TYPE : W
RESPONSABLE : M. LE MAIRE
OBJET : VISITE PERIODIQUE

DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT :

Etablissement, implanté dans un bâtiment de construction traditionnelle, comprenant :

- une salle de 60 m² environ,
- un office de 15 m²,
- la Mairie.

Le chauffage est assuré par des radiateurs électriques

L'établissement est doté :

- d'un éclairage de sécurité par blocs autonomes du type non permanent (évacuation – anti-panique) ;
- d'un équipement d'alarme de type 4

CALCUL DE L'EFFECTIF :

Niveau	Local	Type	Superficie	Mode de calcul	Effectif public	Effectif personnel
R d C	Salle des fêtes	L	60 m ²	1 pers/m ²	60	

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ETABLISSEMENT :

- Date de la première ouverture au public : 01/02/1990
- Date de la dernière visite par la commission compétente : 10/09/2015
- L'établissement était-il fermé depuis plus de 10 mois : OUI ☐ NON ☒
- S'agit-il d'un groupement d'établissement : OUI ☐ NON ☒
- Dernier avis de la commission de sécurité : Favorable ☒ Défavorable ☐

REGLEMENTATION APPLICABLE :

- Code de la Construction et de l'Habitation (art. R. 123-1 à R 123-55).
- Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public – arrêté ministériel du 22 juin 1990.

PERIODICITE DES VISITES :

- Néant ☒
- 2 ans ☐ 3 ans ☐ 5 ans ☐

ANOMALIES CONSTATEES, RELATIVES A LA SECURITE :

Aucune

DOCUMENTS PRESENTES :

- Registre de sécurité : tenu à jour

CONTROLES PERIODIQUES :

- Gaz : en régie
- Electricité : juin 2020 - SOCOTEC
- Eclairage de sécurité : Février 2020 - SICLI
- Extincteurs : Février 2020 - SICLI
- SSI – Alarme : en régie

CONTROLES EFFECTUES LORS DE LA VISITE :

Nature	Localisation	Résultat
Eclairage de sécurité	Ensemble du bâtiment	bon
Equipement d'alarme	Ensemble du bâtiment	bon

CONTROLE DE LA PRISE EN COMPTE DES MESURES DEMANDEES LORS DES VISITES PRECEDENTES :

Prescriptions antérieures du PV n° 616/15/JLD du 10 septembre 2015

Prescriptions réalisées : n° 4, 5

Prescriptions non réalisées : aucune

ANALYSE DU RISQUE :

Etablissement ne présentant pas de risque dans la mesure où les consignes de sécurité sont respectées.

AVIS DE LA COMMISSION :

S'agissant d'une salle à usage de conférences, réunions, et à usage des associations (art L1 §1a et 1b), il est proposé le reclassement dans le deuxième groupe, 5^{ème} catégorie de cet établissement classé précédemment dans le 1^{er} groupe, 4^{ème} catégorie, effectif du public susceptible d'être admis inférieur à 200 personnes.

La COMMISSION DE SECURITE D'ARRONDISSEMENT D'AUXERRE émet un avis

- **Favorable au reclassement** dans le deuxième groupe, 5^{ème} catégorie ;
- **Favorable au maintien** de l'ouverture au public de l'établissement.

PRESCRIPTIONS A REALISER :

PRESCRIPTIONS ANTERIEURES NON REALISEES ET MAINTENUES : (PV n° 616/15/JLD du 10 septembre 2015 : Aucune

PRESCRIPTIONS NOUVELLES : AUCUNE

RAPPEL DE LA REGLEMENTATION :

- N° 1 – N'exécuter les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou à la modification d'un établissement qu'après autorisation délivrée par le maire qui vérifie leur conformité aux règles prévues aux articles L. 11-7, L. 123-1 et L. 123-2 (art. L. 111-8 et R. 111-19-13 du code de la construction et de l'habitation).

- N° 2 – Faire procéder périodiquement, en cours d'exploitation, par un technicien compétent, aux opérations d'entretien et de vérification des installations et équipements techniques suivants :

- | | |
|--|-------------------------------|
| • Gaz | : tous les ans (art. GZ 30) ; |
| • Électricité et éclairage de sécurité | : tous les ans (art. EL 19) ; |
| • Appareils de cuisson | : tous les ans (art. GC 22) ; |
| • Moyens de secours : | |
| ☞ Extincteurs | : tous les ans, |
| ☞ Équipement d'alarme | : tous les ans, (art. MS 73). |

Nota : Les vérifications techniques effectuées par une personne ou un organisme agréé doivent faire l'objet d'un rapport de vérifications réglementaires en exploitation (RVRE) conforme aux dispositions de l'article GE 9.

Les vérifications techniques effectuées par un technicien compétent doivent faire apparaître sur le registre de sécurité : la date, le nom du vérificateur et l'objet des vérifications effectuées. Un relevé des vérifications effectuées doit être annexé au registre de sécurité.

De plus, la commission demande que soit rappelée à l'exploitant de l'établissement, l'obligation qui lui est faite par les dispositions de l'article R. 123-3 du CCH, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne le dégage pas des responsabilités qui lui incombent personnellement comme stipulé à l'article R. 123-43 du même code.

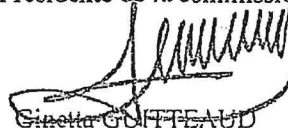
Le présent procès-verbal sera transmis :

- Sous huit jours, à Monsieur le maire de la commune concernée, qui prendra sa décision par arrêté, l'adressera réglementairement au représentant de l'Etat dans l'arrondissement concerné, afin de le soumettre au contrôle de la légalité prévu par les articles L. 2131-1 et L.2131-2 du CGCT ;
- Au secrétariat de la sous-commission départementale de sécurité ERP/IGH, chargé de la mise à jour des établissements recevant du public.

Il sera joint au dossier de l'établissement.

Fait à Auxerre, le 8 octobre 2020

La Présidente de la commission



Ginette GUTTEAUD



PRÉFET DE L'YONNE

SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DE
L'YONNE

Groupeement Préparation et Opérations

RAPPORTEUR : Lieutenant Mickaël GUEGADEN

N° PV CA 414/24/MG

**COMMISSION CONSULTATIVE
DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ ET
D'ACCESSIBILITÉ**

Commission d'arrondissement d'AUXERRE

**PROCÈS-VERBAL DE VISITE PÉRIODIQUE
(ERP du 1^{er} groupe)**

Visite du 23 juillet 2024
SALLE POLYVALENTE

Références PREVARISC :

Identifiant unique de l'établissement : 454 - 002

Identifiant unique du dossier : 30853

Exploitant :

Monsieur le Maire

Coordonnées de l'établissement :

Le parc de la mairie 89120 VILLEFRANCHE-SAINT-PHAL

Dernière visite périodique :

Date : 28 août 2019

Avis : Favorable

PÉRIODICITÉ DES VISITES : 5 ans

Classement

Activité principale une destination unique)	: Salles polyvalentes non visées par le Type X (salle polyvalente qui n'a pas
Type principal	: L
Catégorie	: 4ème
Effectif public	: 220
Effectif personnel	: 0
Effectif total	: 220

Textes de référence :

- Code de la Construction et de l'Habitation (Article R.143-1 à R.143-47)
- Décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité (C.C.D.S.A)
- Arrêté n° PREF-CAB-SIDPC-2023-131 du 1er mars 2023 portant composition des sous-commissions de la Commission Consultative Départementale de la Sécurité et de l'Accessibilité (CCDSA)
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- Arrêté Préfectoral n° PREF-CAB 2018-0268 du 04 mai 2018 portant approbation du Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie. (RDDECI)
- Arrêté du 12 décembre 1984 modifié relatif aux établissements de type L
- Arrêté du 5 février 2007 (applicable à compter du 22 juin 2007) modifié relatif aux établissements de type L

Descriptif de l'établissement :

Etablissement implanté dans un bâtiment de construction traditionnelle, comprenant :

- un sous-sol à usage de garage et de dépôt de matériel non accessible au public isolé du RDC par une dalle en béton
- Au rez-de-chaussée :
 - 1 salle de 220 m² ;
 - des sanitaires ;
 - 1 vestiaire ;
 - 1 office
- Au 1er étage :
 - un grenier destiné au rangement.

L'établissement est doté :

- d'un éclairage de sécurité par blocs autonomes du type non permanent (évacuation – anti-panique) ;
- d'un équipement d'alarme de type 4.

Effectifs

Niveau	Local	Surface	Type d'activité	Mode de calcul	Effectifs		
					Pub.	Pers.	Total
RDC	Salle des fêtes	220 m ²	L	1 pers /m ²	220	0	220
TOTAL					220		220

Liste des documents étudiés / résultats des essais / examen des procès-verbaux antérieurs / levées de prescriptions :

- Registre de sécurité document fourni et tenu à jour en date du 23/07/2024
- Électricité : Relevé ou RVRE des installations électriques et/ou des paratonnerres ou protection contre la foudre (EL 19) vérifié par SOCOTEC en date du 23/07/2024
- Appareils de cuisson : Relevé de vérification des appareils de cuisson (GC 22) installation neuve du 30/12/2023 en date du
- Système de sécurité Incendie Alarme Détection : Contrat d'entretien du Système de Sécurité Incendie (MS 58) vérifié par sicli en date du 30/01/2024
- Extincteurs : Relevé de vérification des extincteurs (MS 38) vérifié par sicli en date du 30/01/2024

Descriptif de la visite :

La visite a pour objet le contrôle de l'établissement tel que prévu par l'article R 143-41 du CCH. Au cours de la visite, la commission a abordé les points suivants :

- Vérification de la réalisation des contrôles périodiques.
- Essai de l'alarme / éclairage de sécurité / divers.
- Prise en compte des prescriptions antérieures.

Résultats des essais / examen des procès-verbaux antérieurs / observations :

Les issues de secours sont facilement ouvertes. L'alarme est activé par un appui sur un DM.

Analyse de risque :

L'établissement présente le jour de la visite, un niveau de sécurité suffisant.

Avis de la commission :

La Commission d'arrondissement d'AUXERRE émet un avis **Favorable** au maintien à l'ouverture au public de l'établissement.

Au regard de l'avis **Favorable** reçu et tel que prévu par l'article GE 4 du règlement de sécurité (arrêté du 1er février 2010), la prochaine visite périodique devrait être effectuée en **juillet 2029**.

Proposition(s) de prescription(s), recommandation(s), rappel(s) :

Rappels réglementaires

- **N° 1 – N'exécuter** les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou à la modification d'un établissement qu'après autorisation délivrée par le maire qui vérifie leur conformité aux règles prévues à l'article L 122-3. (art. L. 143-1 du code de la construction et de l'habitation).

- **N° 2 – Faire procéder** périodiquement, en cours d'exploitation, par un technicien compétent, aux opérations d'entretien et de vérification des installations et équipements techniques suivants :

- ☐ Désenfumage : tous les ans (art. DF 10) ;
- ☐ Chauffage (appareils et conduits de gaz brûlés) : tous les ans (art. CH 58) ;
- ☐ Ventilation : tous les ans (art. CH 58) ;
- ☐ Gaz : tous les ans (art. GZ 30) ;
- ☐ Électricité et éclairage de sécurité : tous les ans (art. EL 19) ;
- ☐ Moyens de secours :
 - o Extincteurs et RIA : tous les ans,
 - o Équipement d'alarme : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (EA type 1) (art. 6 § 1 – IT 248) ;(art. MS 73) ;
 - o Continuité des communications radioélectriques : tous les 3 ans par un organisme agréé (art MS 71) ;

Les vérifications techniques effectuées par une personne ou un organisme agréé doivent faire l'objet d'un rapport de vérifications réglementaires en exploitation (RVRE) conforme aux dispositions de l'article GE 9. Les vérifications techniques effectuées par un technicien compétent doivent faire apparaître sur le registre de sécurité : la date, le nom du vérificateur et l'objet des vérifications effectuées. Un relevé des vérifications effectuées doit être annexé au registre de sécurité.

Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. À cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du Ministre de l'Intérieur et des Ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement (R.143-34).

De plus, la commission demande que soit rappelé à l'exploitant de l'établissement, l'obligation qui lui est faite par les dispositions de l'article R. 143-03 du CCH, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne le dégage pas des responsabilités qui lui incombent personnellement comme indiqué à l'article R. 143-34 du même code.

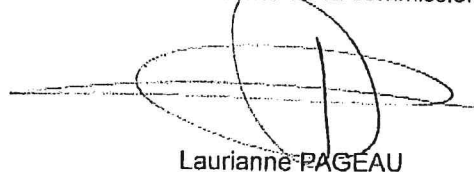
Le présent procès-verbal sera transmis :

- sous huit jours, au maire de la commune concernée, qui prendra sa décision par arrêté, l'adressera réglementairement au représentant de l'Etat dans l'arrondissement concerné, afin de le soumettre au contrôle de la légalité prévue par les articles L. 2131-1 et L.2131-2 du CGCT ;
- au secrétariat de la sous-commission départementale de sécurité ERP/IGH, chargé de la mise à jour des établissements recevant du public.

Il sera joint au dossier de l'établissement.

Fait à Auxerre, le 17 septembre 2024

La Présidente de la commission,



Laurianne PAGEAU



PRÉFET DE L'YONNE

SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DE
L'YONNE

Groupement Préparation et Opérations

RAPPORTEUR : Lieutenant Mickaël GUEGADEN

N° PV CA 900/21/MG

COMMISSION CONSULTATIVE
DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ ET
D'ACCESSIBILITÉ

commission d'arrondissement d'AUXERRE

**PROCÈS-VERBAL DE VISITE PÉRIODIQUE
(ERP du 1^{er} groupe)**

8 novembre 2021

SALLE DES FÊTES - MAIRIE

Références PREVARISC

Identifiant unique de l'établissement : 138 - 002

Identifiant unique du dossier : 28454

Exploitant

M(me) le Maire

Coordonnées de l'établissement

GRANDE RUE 89120 CHARNY-ORÉE-DE-PUISAYE

Mairie – salle de fêtes de DICY

Dernière visite périodique

Date : 22 septembre 2016

Avis : Favorable

PÉRIODICITÉ DES VISITES : 1an

Classement

Activité principale	: Salles polyvalentes non visée par le Type
Activité secondaire(s)	: Bureaux
Type principal	: L
Type(s) secondaire(s)	: W
Catégorie	: 4ème
Effectif public	: 186
Effectif personnel	: 1
Effectif total	: 187

Textes de référence

- Code de la Construction et de l'Habitation (Article R.143-1 à 143-47)
- Articles GN (dispositions applicables à tous les établissements recevant du public - Livre I du règlement de sécurité)
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- Arrêté du 12 décembre 1984 modifié relatif aux établissements de type L
- Arrêté du 5 février 2007 (applicable à compter du 22 juin 2007) modifié relatif aux établissements de type L
- Arrêté du 21 avril 1983 modifié relatif aux établissements de type W

Descriptif de l'établissement

Établissement, implanté dans un bâtiment de construction traditionnelle, comprenant :

- une salle de 153 m²,
- une scène,
- un office dont la puissance électrique totale des appareils est inférieur à 20 kW

Dans le bâtiment contiguë,
- la salle du conseil municipal et le secrétariat de la mairie.
Le chauffage est électrique.
L'établissement est doté :

- d'un éclairage de sécurité par blocs autonomes du type non permanent (évacuation – anti-panique) ; -
d'un équipement d'alarme de type 4, un téléphone urbain est disponible à la mairie.

Liste des documents étudiés

- Registre de sécurité dossier fourni par l'exploitant et tenu à jour en date du 08/11/2021

Descriptif de la visite

La visite a pour objet le contrôle de l'établissement tel que prévu par l'article R 143-41 du CCH. Au cours de la visite, la commission a abordé les points suivants :

- Vérification de la réalisation des contrôles périodiques.
- Essai de l'alarme / éclairage de sécurité / divers.
- Prise en compte des prescriptions antérieures.

Résultats des essais / examen des procès-verbaux antérieurs / observations

- - Gaz : 18/09/2021 - SOCOTEC
 - - Electricité : 18/09/2021 - SOCOTEC
 - - Eclairage de sécurité : 18/09/2021 - SOCOTEC
 - - Extincteurs : 16/02/2016 - SICLI
 - - SSI – Alarme : 18/09/2020 – SOCOTEC attente du RVTE
- L'alarme est mise en défaut et actionnée par appui sur déclencheur de la cuisine.

Analyse de risque

L'établissement présente un niveau de sécurité permettant son maintien à l'ouverture au public.

Avis de la commission

La commission d'arrondissement d'AUXERRE émet un avis Favorable à la poursuite d'exploitation de l'établissement.

Au regard de l'avis favorable reçu et tel que prévu par l'article GE 4 du règlement de sécurité (arrêté du 1er février 2010), la prochaine visite périodique devrait être effectuée en **décembre 2022**.

Propositions de prescriptions, recommandations, rappels

1° PRESCRIPTIONS ANTERIEURES NON REALISEES ET MAINTENUES : (PV n° CA 1-213/11/PRM du 13/10/2011)

- N° 6 – **Mettre en place** un éclairage d'ambiance. L'éclairage d'ambiance ou d'anti-panique doit être installé dans tout local ou hall dans lequel l'effectif du public peut atteindre cent personnes en étage ou au rez-de-chaussée ou cinquante personnes en sous-sol (art EC 8 §3).

L'éclairage d'ambiance ou d'anti-panique doit être allumé en cas de disparition de l'éclairage normal/remplacement.

- Cet éclairage doit être basé sur un flux lumineux minimal de 5 lumens par mètre carré de surface du local pendant la durée assignée de fonctionnement.

- Le rapport entre la distance maximale séparant deux foyers lumineux voisins et leur hauteur au-dessus du sol doit être inférieur ou égal à 4 (art. EC 10).

- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public -

Prescriptions liées à l'exploitation :

1° **Baliser les dégagements** empruntés par le public pour l'évacuation de façon telle que, de tout point accessible au public, celui-ci en aperçoive toujours au moins une, même en cas d'affluence. (Art CO42§1) - Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public -

Rappels réglementaires :

- N° 1 – **N'exécuter** les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou à la modification d'un établissement qu'après autorisation délivrée par le maire qui vérifie leur conformité aux règles prévues aux articles L. 11-7, L. 123-1 et L. 123-2 (art. L. 111-8 et R. 122-07 du code de la construction et de l'habitation).

- N° 2 – **Faire procéder** périodiquement, en cours d'exploitation, par un technicien compétent, aux

opérations d'entretien et de vérification des installations et équipements techniques suivants :

- Désenfumage : tous les ans (art. DF 10) ;
- Chauffage (appareils et conduits de gaz brûlés) : tous les ans (art. CH 58) ;
- Ventilation : tous les ans (art. CH 58) ;
- Gaz : tous les ans (art. GZ 30) ;
- Électricité et éclairage de sécurité : tous les ans (art. EL 19) ;
- Appareils de cuisson : tous les ans (art. GC 22) ;
- Gaz médicaux : tous les ans ;
- Moyens de secours :
 - Extincteurs et RIA : tous les ans,
 - Système d'extinction automatique du type sprinkleur : tous les ans et tous les 3 ans, par une personne ou un organisme agréé,
 - Détection automatique d'incendie : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (art. MS 58),
 - Système de sécurité incendie : tous les ans et tous les 3 ans, par une personne ou un organisme agréé (SSI A et B), avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (SSI A et B) (art. MS 68),
 - Équipement d'alarme : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (EA type 1) (art. 6 § 1 – IT 248) ;(art. MS 73).
 - Continuité des communications radioélectriques : tous les 3 ans par un organisme agréé (art MS 71)

Les vérifications techniques effectuées par une personne ou un organisme agréé doivent faire l'objet d'un rapport de vérifications réglementaires en exploitation (RVRE) conforme aux dispositions de l'article GE 9. Les vérifications techniques effectuées par un technicien compétent doivent faire apparaître sur le registre de sécurité : la date, le nom du vérificateur et l'objet des vérifications effectuées. Un relevé des vérifications effectuées doit être annexé au registre de sécurité.

Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. À cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du Ministre de l'Intérieur et des Ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'Administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement (R.143-34).

De plus, la commission demande que soit rappelé à l'exploitant de l'établissement, l'obligation qui lui est faite par les dispositions de l'article R.143-03 du CCH, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne le dégage pas des responsabilités qui lui incombent personnellement comme stipulé à l'article R.143-34 du même code.

Le présent procès-verbal sera transmis :

- sous huit jours, à Monsieur le maire de la commune concernée, qui prendra sa décision par arrêté, l'adressera réglementairement au représentant de l'Etat dans l'arrondissement concerné, afin de le soumettre au contrôle de la légalité prévue par les articles L. 2131-1 et L.2131-2 du CGCT ;
- au secrétariat de la sous-commission départementale de sécurité ERP/IGH, chargé de la mise à jour des établissements recevant du public.

Il sera joint au dossier de l'établissement.

Fait à AUXERRE, le 9 Décembre 2021

Le Président de la commission,



Florent HAUTELIN

